

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



**La police veille...
et le sécuritaire
escamote le social.**

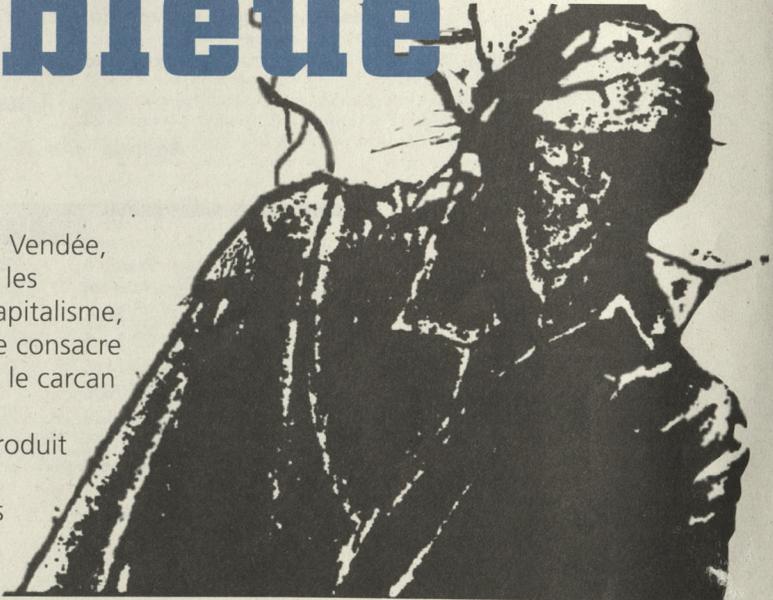
fort coefficient de répression

**Alternatives
en Afrique
subsaharienne.**

la marée bleue

**Marcel Duchamp,
par Roger Dadoun.**

Alors que, de la Galice à la Vendée, les côtes sont souillées par les immondes déjections du capitalisme, le gouvernement de France consacre tous ses efforts à renforcer le carcan qui pèse sur les classes laborieuses. Le seul sous-produit de l'injustice sociale qu'il veuille éliminer par tous les moyens, c'est la révolte. Défendons-nous !



F092520



2€
ISSN 0026-9433

*« La puissance sociale aliénée, le gouvernement oscille
de démagogie en despotisme et de despotisme en démagogie »
Pierre-Joseph Proudhon*

hebdo n° 1302
du 9 au 15 janvier 2003

Sommaire



La France sous la chaussette à clous de la **police**, page 3

Les anars du **Gard-Vaucluse** en mouvement, page 4

Paris et Besançon, les **étudiants** sont en colère, page 4

Les **transports publics**, répression et revendications, page 5

Quand le **sécuritaire** occulte les enjeux sociaux par Michel Sahuc, page 7

Au Sénégal, **Aupej** fête ses dix ans par Amadou Ka, page 12

L'Éducation comme levier au développement en Afrique? par Olivier Clairat, page 14

Les ratonnades des sans-papiers aux **États-Unis** sont à la hausse, page 15

L'Éthique capitaliste selon **Nestlé** par Jipé, page 15



Sarkozy met Karim en humeur et Sulfide livre sa rubrique « en vrac », page 16

L'humanisme au ventre mou et la **réalité sociale** par Sylvie Picard, page 17

Propos sur **Marcel Duchamp** par Roger Dadoun, page 19

La grille de **Radio libertaire**, page 21

Agenda, rendez-vous et publications, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.
Le Monde libertaire
est imprimé sur papier recyclé.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous

Le Monde libertaire, du 9 au 15 janvier 2003



Festoyez braves gens, la police veille...

C'EST L'ÉPIPHANIE, le temps des galettes ! Malheureusement, les cuves du Prestige ne contenant pas que de la frangipane, c'est d'une nouvelle marée noire qui touche le littoral atlantique dont il s'agit.

Toujours plus grand, toujours plus fort. Les trente mille tonnes de mazout de l'Erica étaient « carcérogènes » – ce qui ne signifie pas qu'elles conduiront les pollueurs en prison, mais bien plutôt les pollués à l'hôpital. Les soixante-dix mille tonnes du Prestige sont, paraît-il, encore plus toxiques.

Toujours plus grand, toujours plus fort. C'est pour nourrir la croissance économique du capitalisme globalisé que ces masses monstrueuses de produits pétroliers se promènent le long des côtes.

Toujours plus grand, toujours plus fort. Les guerres du pétrole se succèdent. Ce fluide qui est la base de l'alimentation du Gargantua industriel en devient un enjeu géostratégique. Bombe sur bombe, mort sur mort.

Les gouvernements, l'Europe, vont réglementer. On ajoutera des contrôles techniques, on surveillera par satellite. De pleins bateaux de fonctionnaires des Douanes et des Mines iront ausculter la moindre noix pour mesurer sa double coque. Et le trafic pourra continuer à augmenter : toujours plus grand, toujours plus fort !

Sérieusement, la meilleure manière de réduire les risques de catastrophe, c'est encore de limiter la circulation. Et le meilleur moyen d'amoindrir la gravité des accidents qui se produisent, c'est de baisser dans des proportions considérables la capacité des cuves des tankers.

Ce qui certes peut s'obtenir par l'usage d'énergies alternatives, aussi peu polluantes que possible. Mais il faut surtout une transformation de la manière dont on produit et on consomme : préférer le durable à l'éphémère, la qualité à la quantité. Changer la production, c'est aussi changer le travail humain : tel qu'est fait l'appareil industriel, plus on travaille, plus on sollicite la production d'énergie.

C'est donc au principe productiviste dans son ensemble qu'il faut s'attaquer. Diminuer drastiquement la production, réduire à son minimum la consommation d'énergie et de travail. Reconstruire un monde social, un monde humain. Une révolution. Chiche !

Patrick Schindler

DÉCIDEMENT, l'histoire tourne en rond. Nous n'avions plus entendu parler du mythe de « l'ennemi intérieur », depuis l'époque reculée du « Général Frappard » ou d'Action directe, dans les années soixante, soixante-dix. Pourtant, le ministre polyvalent Sarkozyles-dents-longues vient de le déterrer à nouveau. En effet, depuis qu'au niveau extérieur, les « méchants communistes » ont pratiquement disparu de la planète pour se voir voler la vedette par les « méchants musulmans terroristes », il restait encore à la réaction à désigner clairement la cible intérieure, pour maintenir la pression haineuse et lister les coupables nés, auprès des électeurs du « mai 1968 des vieux », qui a eu lieu en avril dernier.

Depuis six mois, c'est chose faite. Sarkozy et son band ont ainsi dépassé les socsdém qui, sous Jospin appelaient à un timide « rétablissement de l'ordre », alors que le nouveau gouvernement durcit le ton en déclarant carrément « la guerre à l'insécurité ». Et plus un jour ne se passe sans que l'on nous rabâche la liste des ennemis en puissance de l'ordre public que sont : les jeunes, les étrangers, les SDF, les Roms, les prostitués, les sidéens et j'en passe. Ce qui revient, en fait, à « diaboliser » les catégories que le Front national désigne déjà pour cible, depuis des années.

Et tout le monde semble se réjouir et prêter main forte à ce nouveau défi. D'ailleurs, Julien Dray, député socialiste et fondateur de SOS Racisme n'a-t-il pas fait voter par la Commission permanente du conseil d'Ile-de-France, un certain nombre de mesures sécuritaires destinées à être appliquées, au nom de la sécurité, dans les transports en commun, les lycées, les commerces et les postes de police ? Vingt millions d'euros de crédits supplémentaires ont même été attribués à la Région, pour permettre le réaménagement de quinze postes de police, qui deviendra un nouveau bastion de la protection et ce, grâce au zèle des socialistes, à présent, grands fervents de l'ordre. Et que l'on ne me dise pas que cela n'a rien à voir avec le fait que Sarkozy a promis une prime à la réforme aux départements qui seront les premiers à accepter le redéploiement de la police et de la gendarmerie, sur le territoire. Une vulgaire histoire d'argent, en somme.

Si l'ennemi est partout... il est d'abord « jeune ou bronzé »

Certes, les bavures ont toujours existé dans les États policiers. Mais il faut commencer à s'inquiéter, quand on en relève pratiquement une par jour, entre celles signalées dans les journaux de la presse quotidienne et celles répertoriées dans *Que fait la police, l'observatoire des libertés publiques*, rien que pour ces deux derniers mois. Si certaines semblent plus anodines que d'autres, elles n'en révèlent pas moins la logique implacable d'un fascisme qui refuse de dire ouvertement son nom et dont elles sont que l'exact reflet.

Par exemple, en novembre dernier, une jeune femme arbitrairement soupçonnée de vouloir faire un mariage blanc a été gardée à vue dans un commissariat de Rosny-sous-Bois (93). Selon son témoignage, on lui a refusé l'accès aux toilettes pendant tout un après-midi, elle a donc dû se soulager dans sa cellule. Lorsqu'un policier est arrivé avec un seau rempli d'eau, humiliée, elle a refusé de nettoyer et ce dernier a plongé la tête de la jeune femme dans le seau et l'a aspergé avec un tuyau d'eau froide.

suivre page 6

Sommaire



La France sous la chaussette à clous de la **police**, page 3
 Les anars du **Gard-Vaucluse** en mouvement, page 4
 Paris et Besançon, les **étudiants** sont en colère, page 4
 Les **transports publics**, répression et revendications, page 5

Quand le **sécuritaire** occulte les enjeux sociaux par Michel Sahuc, page 7

Au Sénégal, **Aupej** fête ses dix ans par Amadou Ka, page 12

L'Éducation comme levier au développement en Afrique? par Olivier Clairat, page 14

Les ratonnades des sans-papiers aux **États-Unis** sont à la hausse, page 15

L'Éthique capitaliste selon **Nestlé** par Jipé, page 15



Sarkozy met Karim en humeur et Sulfide livre sa rubrique « en vrac », page 16

L'humanisme au ventre mou et la **réalité sociale** par Sylvie Picard, page 17

Propos sur **Marcel Duchamp** par Roger Dadoun, page 19

La grille de **Radio libertaire**, page 21

Agenda, rendez-vous et publications, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
 Commission paritaire n° 0906 1 80740
 Imprimerie EDRB (Paris)
 Dépot légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - EDRB
 Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
 droits réservés.
 Le Monde libertaire
 est imprimé sur papier recyclé.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (* DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
 ** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
 Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59



C'EST L'ÉPIPHANIE, le temps des galettes! Malheureusement, les cuves du Prestige ne contenant pas que de la frangipane, c'est d'une nouvelle marée noire qui touche le littoral atlantique dont il s'agit.

Toujours plus grand, toujours plus fort. Les trente mille tonnes de mazout de l'Erica étaient « carcérogènes » – ce qui ne signifie pas qu'elles conduiraient les pollueurs en prison, mais bien plutôt les pollués à l'hôpital. Les soixante-dix mille tonnes du Prestige sont, paraît-il, encore plus toxiques.

Toujours plus grand, toujours plus fort. C'est pour nourrir la croissance économique du capitalisme globalisé que ces masses monstrueuses de produits pétroliers se promènent le long des côtes.

Toujours plus grand, toujours plus fort. Les guerres du pétrole se succèdent. Ce fluide qui est la base de l'alimentation du Gargantua industriel en devient un enjeu géostratégique. Bombe sur bombe, mort sur mort.

Les gouvernements, l'Europe, vont réglementer. On ajoutera des contrôles techniques, on surveillera par satellite. De pleins bateaux de fonctionnaires des Douanes et des Mines iront ausculter la moindre noix pour mesurer sa double coque. Et le trafic pourra continuer à augmenter: toujours plus grand, toujours plus fort!

Sérieusement, la meilleure manière de réduire les risques de catastrophe, c'est encore de limiter la circulation. Et le meilleur moyen d'amoindrir la gravité des accidents qui se produisent, c'est de baisser dans des proportions considérables la capacité des cuves des tankers.

Ce qui certes peut s'obtenir par l'usage d'énergies alternatives, aussi peu polluantes que possible. Mais il faut surtout une transformation de la manière dont on produit et on consomme: préférer le durable à l'éphémère, la qualité à la quantité. Changer la production, c'est aussi changer le travail humain: tel qu'est fait l'appareil industriel, plus on travaille, plus on sollicite la production d'énergie.

C'est donc au principe productiviste dans son ensemble qu'il faut s'attaquer. Diminuer drastiquement la production, réduire à son minimum la consommation d'énergie et de travail. Reconstruire un monde social, un monde humain. Une révolution. Chiche!

Festoyez braves gens, la police veille...

Patrick Schindler

DÉCIDÉMENT, l'histoire tourne en rond. Nous n'avions plus entendu parler du mythe de « l'ennemi intérieur », depuis l'époque reculée du « Général Frappard » ou d'Action directe, dans les années soixante, soixante-dix. Pourtant, le ministre polyvalent Sarkozy-les-dents-longues vient de le déterrer à nouveau. En effet, depuis qu'au niveau extérieur, les « méchants communistes » ont pratiquement disparu de la planète pour se voir voler la vedette par les « méchants musulmans terroristes », il restait encore à la réaction à désigner clairement la cible intérieure, pour maintenir la pression haineuse et lister les coupables nés, auprès des électeurs du « mai 1968 des vieux », qui a eu lieu en avril dernier.

Depuis six mois, c'est chose faite. Sarkozy et son band ont ainsi dépassé les socs-dém qui, sous Jospin appelaient à un timide « rétablissement de l'ordre », alors que le nouveau gouvernement durcit le ton en déclarant carrément « la guerre à l'insécurité ». Et plus un jour ne se passe sans que l'on nous rabâche la liste des ennemis en puissance de l'ordre public que sont: les jeunes, les étrangers, les SDF, les Roms, les prostitués, les sidéens et j'en passe. Ce qui revient, en fait, à « diaboliser » les catégories que le Front national désigne déjà pour cible, depuis des années.

Et tout le monde semble se réjouir et prêter main forte à ce nouveau défi. D'ailleurs, Julien Dray, député socialiste et fondateur de SOS Racisme n'a-t-il pas fait voter par la Commission permanente du conseil d'Ile-de-France, un certain nombre de mesures sécuritaires destinées à être appliquées, au nom de la sécurité, dans les transports en commun, les lycées, les commerces et les postes de police? Vingt millions d'euros de crédits supplémentaires ont même été attribués à la Région, pour permettre le réaménagement de quinze postes de police, qui deviendra un nouveau bastion de la protection et ce, grâce au zèle des socialistes, à présent, grands fervents de l'ordre. Et que l'on ne me dise pas que cela n'a rien à voir avec le fait que Sarkozy a promis une prime à la réforme aux départements qui seront les premiers à accepter le redéploiement de la police et de la gendarmerie, sur le territoire. Une vulgaire histoire d'argent, en somme.

Si l'ennemi est partout... il est d'abord « jeune ou bronzé »

Certes, les bavures ont toujours existé dans les États policiers. Mais il faut commencer à s'inquiéter, quand on en relève pratiquement une par jour, entre celles signalées dans les journaux de la presse quotidienne et celles répertoriées dans *Que fait la police, l'observatoire des libertés publiques*, rien que pour ces deux derniers mois. Si certaines semblent plus anodines que d'autres, elles n'en révèlent pas moins la logique implacable d'un fascisme qui refuse de dire ouvertement son nom et dont elles sont que l'exact reflet.

Par exemple, en novembre dernier, une jeune femme arbitrairement soupçonnée de vouloir faire un mariage blanc a été gardée à vue dans un commissariat de Rosny-sous-Bois (93). Selon son témoignage, on lui a refusé l'accès aux toilettes pendant tout un après-midi, elle a donc dû se soulager dans sa cellule. Lorsqu'un policier est arrivé avec un seau rempli d'eau, humiliée, elle a refusé de nettoyer et ce dernier a plongé la tête de la jeune femme dans le seau et l'a aspergé avec un tuyau d'eau froide.

suite page 6

Police partout, école nulle part !

LE 16 DÉCEMBRE, à 14 heures, à la Sorbonne, le conseil d'administration de Paris I était réuni pour discuter de l'augmentation des tarifs universitaires (frais d'inscription) et du remaniement pédagogique (création de nouveaux diplômes Lang : ECTS 3-581). Un contrat de plan a été voté en septembre par Paris I prévoyant l'application de cette réforme et la privatisation de la faculté. Nous, comité de mobilisation universitaire (Sorbonne) et comité de mobilisation des étudiants de Tolbiac (composé de syndiqués et de non-syndiqués) nous sommes présentés lors du conseil d'administration pour apporter une motion réclamant l'abrogation du contrat de plan et la non-application des ECTS sur Paris I. L'accès au conseil d'administration nous a été refusé. Les flics étaient déjà sur les lieux et les vigiles nous ont

refusé l'accès. Aussi, nous avons décidé de bloquer l'entrée du rectorat par une action directe non violente. Au bout de cinq minutes, un car de flics équipés de menottes, matraques et jambières, est arrivé pour casser notre initiative. Face à notre résistance, les flics sont intervenus de façon musclée en usant de violence à l'encontre d'un militant de la CNT. Après cela, nous avons alors tenté d'entrer dans l'université, mais son accès nous était interdit. Nous avons donc forcé le passage, ce qui a conduit plusieurs camarades à se prendre des coups. Un de nos copains non syndiqués, Tristan, qui prenait des clichés de l'action et qui, retourné sur place pour constater la présence policière, faisait de nouvelles photos a été saisi par deux flics en civil et placé contre un mur. Un échange de paroles débute.

Flics : « Monsieur, on ne prend pas de photo ici ! »

Tristan : Pourquoi ?

F. : Vous êtes photographe professionnel ?

T. : De quel droit m'interdisez-vous de faire des photos ?

F. : Policiers !

T. : Et alors ?

F. : Vous n'avez pas le droit de prendre en photos des fonctionnaires de police !

T. : C'est complètement faux, puis-je voir vos cartes de police, s'il vous plaît ?

F. : On n'a pas à vous les montrer ! »

Tristan a finalement pu s'en sortir. Il faut noter que les flics ne pouvaient être présents qu'à la demande du président de Paris I, M. Kaplan.

Le collectif Tolbiac-Sorbonne

Gard-Vaucluse : ça bouge

LE GROUPE Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste fédère des militant(e)s et sympathisant(e)s anarchistes des deux départements limitrophes et vient de traverser une période riche en activités. Nous sommes investis dans le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire ; une réunion publique s'est tenue le 12 décembre à Nîmes pour évoquer les dangers du plutonium. Cette soirée, liée à une actualité locale (transfert de la production de Mox-de-Cadarache dans les Bouches-du-Rhône vers Marcoule dans le Gard) nous a permis d'affirmer que l'opposition et l'intérêt pour les questions liées au nucléaire ne doivent pas être réservées aux seuls « spécialistes », férus de physique et de chimie. C'est pourquoi la critique du nucléaire doit se développer aussi avec des arguments politiques et anticapitalistes. Ce ne sont pas les anarchistes qui sont contre le nucléaire, mais le nucléaire qui est incompatible avec le projet et l'éthique libertaire d'une société autogérée et débarrassée des rapports marchands.

Le samedi matin 14 décembre, le conseil municipal se réunissait à Nîmes. La ville où naquit l'avocat anarchiste de Dreyfus, Bernard Lazare, voit se développer une politique tout-sécuritaire qui fait écho à la politique de Sarkozy. Le maire de la ville s'est même porté candidat pour accueillir un « centre fermé pour mineurs délinquants » (Perben), en langage clair, une prison pour enfants. Dans le même temps, de nombreux lieux de vie sociale ferment, lâchés par les pouvoirs locaux. Les libertaires (CNT, FA, No pasaran) ont donc convoqué un rassemblement sur le thème « Le tout-sécuritaire ne nous fera pas taire ! » Une bonne trentaine de personnes se sont rassemblées sous les fenêtres des élus. Notons au passage que le Collectif pour les

Pour nous joindre : AGDIR, BP 5018, 30900 Nîmes. fa-30-84.org

libertés publiques (rassemblant syndicats et associations, partis politiques de gauche), avait initié une initiative du même type au motif que « l'ordre du jour du conseil municipal comptait 106 points et ne prévoyait rien sur la question des centres fermés et qu'aucun élu de l'opposition ne pourrait intervenir sur ce projet ». C'est ce qui nous différencie politiquement : partisans actifs de l'action directe sans intermédiaires (élus, ministres, lobbying), nous ne demandons pas à des politiciens de porter les revendications sociales au sein des instances d'un pouvoir dont nous ne voulons pas. C'est le renforcement et la généralisation coordonnée des luttes qui nous permettront d'avancer nos revendications et de les imposer. À la gare d'Avignon, le 14 décembre à 11 heures, la banderole de la FA (« Bush et Cie, foutez-nous la paix ! ») était déployée au cours d'un rassemblement contre la guerre en Irak. Regroupement d'environ trois cents personnes et où la seule présence libertaire était la nôtre. Il faut souligner au passage l'excellent accueil des affiches fédérales « Contre le nationalisme et la guerre », fort remarquées et très appréciées.

Reste que l'apathie générale règne toujours, et qu'il en faudra beaucoup plus pour bousculer l'ordre des choses qui justifie guerre et oppression sécuritaire. C'est pourquoi notre groupe restera actif à la mesure de ses moyens, et qu'il entend bien rassembler ceux et celles qui se reconnaissent dans le projet libertaire, contre le capital et ceux qui le défendent.

Lanceleau Dulac

Besançon

une lutte globale ?

DEPUIS maintenant un peu plus d'un mois, un petit groupe d'étudiants prend position par rapport aux dernières réformes proposées qui visent les universités en particulier et le système éducatif en général. Voici un rapide compte rendu des intentions gouvernementales :

- Partenariat entre les entreprises et les universités.
- Régionalisation des diplômes et des enseignements.
- Disparition des filières non productives ou peu rentables.
- Prise en compte des activités syndicales et associatives pour la délivrance des diplômes.
- Mise en place d'un contrôle continu systématique et, donc, fermeture des portes des universités aux étudiants salariés.

Sans compter le « projet Darcos » qui vise à placer des caméras de vidéosurveillance, des portiques électroniques, des clôtures et des vigiles au sein des lycées et collèges ; ni le projet Ferry qui vise la suppression de 5 600 surveillants et de 20 000

éducateurs, puis leur remplacement par des assistants d'éducation au statut et fonctions indéfinis, autant de manières différentes de contrôler notre vie, nos pensées, de nous interdire l'accès au savoir, qui nous permettrait de développer un sens critique, contestataire ! Aussi, le jeudi 12 décembre, alors que deux ministres (Bachelot et Devedjian) venaient présenter les bienfaits de la décentralisation, nous avons appelé (avec les sections syndicales locales, pour marquer notre opposition aux volontés politiques actuelles et montrer que fédérer nos luttes est encore possible) à un rassemblement commun. Malgré le peu de manifestants (environ 400), nous sommes parvenus à bloquer partiellement l'accès au parc des Expositions, réquisitionné pour l'occasion. Puis, pour expliquer la réforme universitaire aux personnes présentes, nous avons joué de courtes scénettes.

Nous le réaffirmons par nos actes, lutter ensemble est possible !

Maxime

groupe Proudhon

Avec ou sans ticket, nous sommes tous des usagers



LA SNCF a entamé une campagne virulente contre la fraude. Elle repose sur un seul et unique argument : la fraude coûte cher, 200 millions d'euros. La campagne publicitaire – dont on ne connaît pas le coût – pose les fraudeurs comme responsables d'un moindre confort (absence de bancs, d'escalators, etc.). Pour la SNCF, il paraît évident que nous préférons plus d'escalators plutôt que de permettre à des personnes de voyager sans titre de transport ?

En martelant la somme de 200 millions d'euros, la SNCF joue sur des chiffres démesurés pour chacun d'entre nous. Une somme qui représente moins de 1 % de son budget. Elle nous fait passer pour un coût la fraude, alors qu'il s'agit d'un manque à gagner.

Depuis quelques mois, des personnes vont en prison pour ne pas avoir payé leur titre de transport. Ces personnes paieront-elles désormais les transports ? Eu égard à leurs ressources financières, il semble plus que probable qu'elles arrêtent de payer les transports en commun. Pourquoi la SNCF ne présente-t-elle pas le débat d'une autre manière : Êtes-vous d'accord que pour 200 millions d'euros, la SNCF permette aux plus pauvres d'entre nous de voyager ? La première mission d'un service public n'est-il pas de permettre à toutes et tous d'y avoir accès ?

En outre, il est surprenant de voir que la SNCF fasse subitement appel à l'opinion des usagers, en présentant une alternative fraude contre confort. Lorsque la SNCF supprime des lignes ou des arrêts, augmente les tarifs, s'enquiert-elle de l'avis des usagers ? Cette campagne n'est donc pas là pour nous interpellier, mais entre dans un processus réel de privatisation de la SNCF, de marchandisation des transports en commun.

Il n'y a plus d'usagers, il y a des clients rois et des fraudeurs. La SNCF entend dresser les premiers (dont le confort est spolié) contre les autres.

Refusons cette catégorisation des voyageurs (les bons et les mauvais).

Solidarité entre fraudeurs et non-fraudeurs !

« Lutter ici et maintenant pour un accès libre et égal à la mobilité. »

Réseau pour l'abolition des transports payants

145, rue Amelot

75011 Paris

<http://ratp.samizdat.net>

gratuit@samizdat.net

Fraude

LE 12 NOVEMBRE 2002, s'est tenu à Bordeaux le procès de François Thonnier pour « fraude par habitude » à la SNCF... François, militant d'AC! Nantes et d'autres associations, avait un projet d'insertion en Ariège dans le cadre du RMI et retournait plusieurs fois par an à Nantes voir sa famille. Il refusait d'être assigné à résidence de par sa situation sociale et faisait ainsi appel au service public des transports de la SNCF. Par ailleurs, militant pour le droit aux transports gratuits pour tous, il n'avait pas renouvelé sa carte de « pauvre » pour bénéficier de la gratuité des transports urbains à Nantes. Son militantisme pour les transports gratuits pour tous s'appuie tant sur des convictions écologiques qu'économiques.

Il fut donc contrôlé lors d'un de ses voyages, le contrôleur en informa les services régionaux, qui lui répondirent que François Thonnier ayant déjà plus de dix infractions tombait sous le coup de la LSQ (Loi de sécurité quotidienne laissée par la gauche avant de quitter le pouvoir) et donc qu'il devait être remis à la police à la prochaine gare, soit Bordeaux.

François fut donc inculpé. Puis jugé ! Le mardi 17 décembre 2002 le verdict fut rendu : François Thonnier est condamné à payer 800 euros d'amende et 769 euros de dédommagement à la SNCF. Il refuse ce verdict et a décidé de faire appel afin d'éviter une jurisprudence contre tous ceux qui comme lui refusent d'être assignés à résidence. Il est nécessaire de continuer le combat contre toutes les lois sécuritaires qui permettent de réprimer lourdement tant la pauvreté que la contestation de l'ordre social et de ses rouages. Affaire à suivre donc.

Philippe Arnaud

Cecile Jean-Barrué, FA Bordeaux



Festoyez braves gens, la police veille...

suite de la page 3

Autre fait « anodin ». Le 11 novembre 2002, la police bloque la rue des Islettes, dans le 18^e arrondissement de Paris et fait dégager, à la lacrymogène, deux cents personnes qui font la queue tranquillement : ils sont venus acheter des gâteaux de ramadan. Mais, selon le témoignage d'habitants du quartier, un policier explique aux passants interloqués qu'il faut se méfier de « ces gens là » qui sont tous « des terroristes en puissance ».

Autre jour, autres mœurs : une jeune femme est bloquée dans l'entrée de son immeuble dans le 20^e arrondissement par des policiers de la BAC qui recherchent des revendeurs de cannabis, dans le quartier. Tandis qu'elle proteste, car elle n'est pas concernée et que de plus, elle doit impérativement aller chercher sa fille chez la nourrice, elle est brutalement menottée dans le dos, puis se fait traiter de « pute » et de « Bamboula » et est traînée au commissariat. Selon la victime, un policier lui intime l'ordre de regarder vers le mur, puis la tire par les cheveux et lui cogne la tête contre le béton. L'IGS enquête, après la plainte déposée par la jeune femme, mais les policiers, quant à eux, ont d'ores et déjà engagé une procédure contre la victime, pour outrage et rébellion...

L'usage des flash balls tend à se généraliser

Il ne flore pas bon, aujourd'hui prétendre résister à la maréchaussée : en effet, quatre policiers ont utilisé leurs flash balls contre une vingtaine de personnes mécontentes de voir des condés interpeller violemment un jeune homme de vingt ans, dans une cité des Hauts-de-Seine. En réaction, les individus lancent des pierres sur les policiers qui en représailles, les dispersent violemment à coup de balles en plastique.

Même scénario avec des policiers qui poursuivent des hooligans, après un match de foot à la porte de Versailles et font usage de leurs flash balls sur ce territoire de la ville de Paris, ce qui leur était interdit, dans la mesure où ils dépendent du département voisin, sans que le préfet en donne l'ordre. Mais que les braves gens se rassurent : aucune sanction n'a été prise à leur encontre, malgré les nombreux témoignages des passants.

Rien est trop beau pour la protection du citoyen

On arrête pas le progrès : ainsi, la maire UMP d'Aix-en-Provence propose à ses administrés de se doter de bracelets ou de colliers de sécurité. Pour la somme de trente euros par mois, il leur sera possible d'alerter rapidement la police municipale, en cas d'agression !

Qui dit protection, dit avant tout : prévention. C'est dans cet esprit que les policiers appliquent, avant même leur adoption par les Assemblées parlementaires, les projets de loi du ministère rêvés par le ministère de l'Intérieur. Par exemple, à Marseille et à Toulouse, des flics ont fait pression sur des vendeurs de grandes librairies pour que des ouvrages traitant de la culture personnelle du cannabis soient retirés de la vente et... manu militari, il va sans dire.

Pour les fidéliser, rien de mieux que de récompenser ses troupes. Et les flics, déjà bien gâtés par la Loi sur la sécurité intérieure disposent dans l'avant-projet de Perben, de 48 heures de plus de garde à vue, pour toute une série d'infractions qui vont du trafic de stupés au proxénétisme, en passant par l'extorsion de fonds. De ce fait, beaucoup d'affaires échapperont au droit commun pour lesquelles, les avocats seront exclus de la garde à vue, jusqu'à la 36^e heure. De plus, les policiers auront désormais le droit d'infiltrer les « groupes criminels » et d'organiser des provocations. Il s'agit d'une vieille revendication des flics qui jusqu'à ce jour avait été jugée trop dangereuse.

On assiste également dans le projet Perben au renforcement des pouvoirs du parquet. Dans ce cadre, la phase d'enquête préliminaire pourra être étendue à des perquisitions et des écoutes téléphoniques, ce qui n'était possible jusqu'à ce jour, que dans le cadre d'une information judiciaire. De plus, sur simple visa du juge des libertés, le procureur pourra poursuivre les investigations et mener une véritable instruction, puis renvoyer les suspects directement au tribunal. Le juge d'instruction pourra ainsi disparaître du circuit.

Plus de juges d'instruction, plus de procès et bientôt plus d'avocats : une justice de rêve pour un État policier...



Extrait de l'album *Plus jamais ça ! 100 crayons pour effacer la marée noire.*

quand le sécuritaire escamote le social

Michel Sahuc

Le

LE PROJET DE LSI, les Lois sur la sécurité quotidienne (LSQ) et la loi Perben sont un « tournant sécuritaire » censé répondre pour partie aux abstentionnistes et à une majorité des électeurs qui ont porté leurs suffrages sur Jean-Marie Le Pen au premier tour de la présidentielle. En effet durant cette campagne le RPR, rejoint par le PS, s'est efforcé de récupérer le sentiment de vulnérabilité qu'a suscité, dans de large frange du salariat, la généralisation de l'insécurité sociale générée par vingt ans de politique libérale et capitaliste: la précarisation de l'emploi et la précarisation au travail, dans l'entreprise, avec l'accroissement de la flexibilité et l'intensification au travail, ont rendu vulnérables des couches salariales de plus en plus nombreuses jusque dans la fonction publique¹. Parce qu'aucune force politique nationalement visible n'a pu ou su définir cette insécurité sociale et se mobiliser contre elle, et parce qu'une telle insécurité s'inscrit quasi physiquement dans la corps et mentalement dans l'esprit de nombre de travailleurs, de travailleuses et de précaires, sous forme de tension et de danger, la perception de ces menaces, avec l'aide d'une surmédiation au moyen de la presse écrite, radiophonique et télévisuelle, s'est déplacée vers la minorité des bandes de jeunes délinquants des banlieues des grandes villes, et a pris la forme d'une insécurité physique. Il est vrai que dans



le même temps, l'extension de la vulnérabilité sociale a favorisé la montée de la petite délinquance ce qui a « donné corps » et a « confirmé » cette insécurité physique. Alors, les partis classiques de la politique française responsables de l'insécurité sociale, ont entrepris, dans un but basement électoraliste, d'utiliser l'insécurité physique.

La politique sécuritaire se donne dès lors comme un substitut illusoire et malsain à la politique sociale qu'aucun de ces partis ne veut mener. C'est probablement ce qui a provoqué la rapidité avec laquelle ont agi le gouvernement Raffarin, Sarkozy, Perben et l'UMP. Ils ont donc décidé plus de moyen pour l'Intérieur et le Justice, cette politique leur coûtera toujours moins cher qu'une politique de lutte contre l'insécurité sociale que la droite ne peut pas se permettre car elle lui aliène ses soutiens traditionnels les patrons et le Medef « tenu » par sa fraction la plus ultralibérale, le lobby des assureurs, ou bien elle passerait par des mesures qu'elle juge coûteuses, telles que celles initiées à l'époque par Gilles de Robin et sa loi de réduction du temps de travail. Or le gouvernement Raffarin incarne, avec son libéralisme de plomb et son conservatisme, un néothatchérisme Il ne peut même pas se représenter une redistribution autre qu'en direction des hauts revenus, comme en témoignent d'une part sa politique fiscale,

Mais dans quel monde vivons-nous ?

« Au moins deux étrangers soignés en Guyane se seraient inoculés le virus du sida, il y a plusieurs années, dans le but d'obtenir un titre de séjour... La loi prévoit, pour les étrangers dont la maladie ne peut être prise en charge dans leur pays d'origine, la délivrance d'un titre renouvelable de séjour pour soins. Ce statut leur donne également accès à la couverture maladie universelle (CMU). »¹

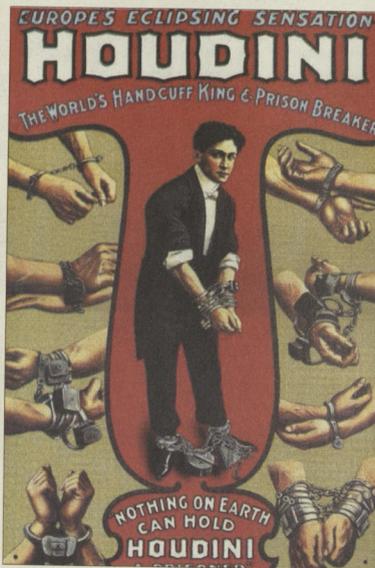
Ainsi, dans l'esprit de ces personnes, l'enfer de la maladie dans un pays développé (ou une de ses dernières colonies) vaut mieux que de vivre sans perspectives dans le pays d'origine. Peut-être y a-t-il aussi une sous-information sur les dangers de cette maladie qui tue à petit feu ?

Mais tout ceci est révoltant: révoltant bien sûr contre la bêtise de ces deux hommes, mais révoltant aussi contre l'égoïsme des pays dits développés qui ferment leurs frontières aux ressortissants du Sud et les poussent ainsi à expérimenter toute sorte de moyens pour s'introduire vers ce qu'ils pensent être un eldorado (idée d'eldorado que nos médias entretiennent, au moins dans la publicité et les fictions télé).

Ainsi, un jour il y a quelques années, ce sont deux jeunes Africains de 11 et 12 ans qui périrent gelés alors qu'ils s'étaient introduits dans le train d'atterrissage d'un avion venant vers la France. Ce sont des milliers de candidats qui meurent noyés dans les mers bordant l'Europe ou asphyxiés dans des containers ou des camions.

Révoltant tout ceci: l'Europe n'est pas l'eldorado promis. Mais les mesures coercitives aux frontières mises en place pour empêcher l'afflux d'étrangers conduisent surtout à ce genre de paris insensés. Il faut donc trouver d'autres réponses, qui consisteraient à lutter d'urgence et de front contre les inégalités intra-européennes et les inégalités Nord-Sud.

Car tout aussi révoltant est de voir encore des sans-papiers « résider » sous des abris de fortune devant la Préfecture de Nantes ou des sans-abris passer la nuit dehors un peu partout.



d'autre part son refus d'augmenter le SMIC. Le vote de la loi Perben est là pour satisfaire les exigences d'une certaine « clientèle » policière et judiciaire de droite comme le démontre en particulier la mobilisation du Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN). La logique qui lie le recul du problème social aux avancées d'un État sécuritaire ou pénal, se retrouve dans le dispositif même de cette loi².

Avancée de l'État pénal

Le gouvernement se défausse de ses responsabilités sur les familles et s'en prend aux fondements de la Sécurité sociale. Alors que les responsabilités de la croissance de certaines formes de délinquance incombent en premier lieu aux politiques économiques menées depuis vingt ans, la loi Perben agit au détriment des familles pauvres. Et les auteurs de la loi en profitent au passage pour faire reculer le problème social... Et ainsi redoubler la logique qui a conduit à l'augmentation des formes de délinquance. En effet, le texte de cette loi indique que les mineurs placés en centre éducatif fermé se verront privés de la part d'allocations familiales correspondante³. Ce qui revient à poser les deux points suivants: que les familles sont moralement et socialement responsables de la trajectoire de leurs enfants, et si elle l'oublie, le rôle des politiques est de le leur rappeler et de les « responsabiliser » par la contrainte; que la protection sociale peut et doit être soumise et conditionnée dans certains cas, non seulement au respect de certaines règles sociales, mais encore au succès avec lesquels les parents vont intérioriser la discipline de ces règles à leurs enfants. Une telle restauration du lien entre protection sociale et

« moralisme » des classes populaires nous renvoie au discours des libéraux des années 1930 qui défendaient alors le principe des assurances sociales contre celui de l'assistance publique, avec comme finalité de « responsabiliser » les pauvres qui, c'est bien connu, « ne savent même pas gérer le peu d'argent qu'ils ont »⁴. Ce type de conception est le signe d'un ethnocentrisme social violent, voire même d'un racisme social. La façon même dont certains dirigeants de l'UMP se revendiquent des angoisses populaires trahit un mépris social intériorisé à l'endroit de la soi-disant « France d'en-bas »: ainsi lorsqu'il présente sa loi devant les députés, Dominique Perben met en avant la volonté du gouvernement de répondre aux préoccupations des « français les plus modestes » et les « plus fragiles »⁵. En outre, de la terrible régression vers un paternalisme moraliste bourgeois le plus désuet, la loi Perben remet en cause les fondements mêmes de la protection sociale telle qu'elle fut édiflée pragmatiquement dans la France de l'après-guerre. En effet, jusque-là la protection sociale n'a pas à se mériter, parce qu'elle correspond à une part socialisée du salaire. Dans cette escalade de remise en question des acquis sociaux, on se doute que le gouvernement Raffarin va tout faire pour détruire discrètement, sans avoir l'air d'y toucher, ce principe qui reste « révolutionnaire ».

Criminalisation de la misère

Cette loi s'ajoute aux dispositions prises par la L.S.Q. sur les rave-parties, le lutte contre les fraudeurs, l'informatique, les rassemblements dans les halls d'immeubles, les fouilles de coffre de voiture, les perquisitions, les agents de sécurité ou les milices privées au service de l'État, les enregistrements. Mais cette liste d'articles qui au nom de la sécurité portent atteinte aux libertés individuelles n'est pas finie. Le projet sur la téléaudition, porte atteinte aux droits de défense ou de témoignage anonyme, il incite à la délation comme pendant les heures les plus sombres de l'histoire de notre pays. Mais ce n'est pas tout, le projet de loi sur la LSI qui s'appuie sur la LSQ va encore plus loin. Bien que le document publié par le Monde du 27 septembre 2002 n'est pas la version définitive et peut faire l'objet de remaniements, ce texte démontre l'esprit dans lequel se trouvent ces messieurs de l'UMP: chasses aux immigrés, aux prostituées, aux mendiants, aux mal logés, aux itinérants gitans et roms. Dans la LSI le côté « criminalisation de la misère » est particulièrement accentué. En effet les dispositions avancées s'attaquent directement à des populations socialement fragilisées, les immigrés, les exclus, le sous-prolétariat. La double peine qui permet la condamnation et l'expulsion des étrangers va être élargie aux racolages et également aux troubles à l'ordre public. Cela signifie que les étrangers ne vont plus pouvoir manifester, sous peine d'expulsion. Le racolage, la mendicité et le squat deviendront des délits passibles de six mois d'emprisonnement. Il permettra aussi de

Informations brèves et découvertes sur les migrations

Italie: une régularisation qui cache la répression

Cette régularisation annoncée comme « massive » est orchestrée par des leaders d'extrême-droite (Giancarlo Fini, l'homme qui a recyclé et rendu « fréquentables » les néo-fascistes italiens et Umberto Bossi, chef de la Ligue lombarde, organisation connue pour sa xénophobie, y compris à l'égard des Italiens du sud).

Depuis l'appel à la régularisation de sans-papiers en septembre, ce sont près de 700 000 demandes ont été déposées dans les préfectures italiennes¹.

Cette régularisation est liée à la présentation d'un contrat de travail, qui donne accès au « contrat de séjour ». Ainsi, la loi Bossi-Fini durcit les conditions d'accueil et de séjour des étrangers en Italie. Cela contribuera à créer un marché du travail encore plus éclaté, avec une main d'œuvre étrangère légale, mais taillable et corvéable à merci, car le séjour est lié au travail et la perte du travail signifie des difficultés au moment de l'échéance du titre de séjour. Il n'y a pas vraiment rupture avec le système du travail clandestin, qui laisse les travailleurs sans droit face à leur « employeur ». Inutile de dire que la Confindustria, principale organisation patronale, soutient cette initiative depuis le début. Elle considère d'ailleurs que la main d'œuvre étrangère est insuffisante pour répondre aux besoins du pays.

Les protestations ne manquent pas, et notamment de la part du syndicat italien CGIL qui affirme: « Le contrat de séjour introduit une différence de traitement entre les salariés italiens et ceux d'origine extracommunautaire. Cela va à l'encontre de la Convention des droits fondamentaux de l'Organisation internationale du travail (OIT) »².

Le durcissement est patent également dans le reste des mesures qui rendent les conditions d'expulsion plus sévères: le temps de rétention passe ainsi de quinze jours à deux mois, et il devient possible d'y retenir des demandeurs d'asile. Outre le rallongement de la rétention, la loi Bossi-Fini prévoit aussi une procédure d'expulsion d'urgence.



renforcer les pouvoirs de police: extension du fichage du fichage

génétique, tous les fichiers des organismes publics (ANPE, Sécurité sociale, CAF, Trésor Public.) ou privés (sauf ceux des médecins et des avocats) pourront servir à la police. Avec ce texte le gouvernement a décidé d'entrer en guerre contre les pauvres. Le projet du ministère de l'Intérieur, s'il était adopté, pourrait conduire à un État encore plus autoritaire et à réprimer tous ceux qui ont eu le malheur d'être rejetés au bord de la route. Parce qu'il vise, péle-mêle, les mendiants, les sans domicile fixe, les jeunes, les gens du voyage, les prostitués, les militants qui mèneraient des actions revendicatives, ce texte institue une République où la pauvreté est constituée en délit et où la manifestation d'une révolte devient un crime.

Les nouvelles classes dangereuses

Si faire de la politique, c'est, souvent circonscrire un problème et désigner un ennemi, alors ces lois ou projet de loi désignent bien, entre les lignes, comme responsable une population: celle des « jeunes de banlieues ». Cet euphémisme politiquement correct sert à qualifier les jeunes maghrébins pauvres, en général suspecté de ne pas être assez pauvres par rapport à leur condition sociale initiale, et de s'enrichir indûment par l'économie informelle et les trafics.

C'est l'image du « sauvageon » de Chevènement, et de la nouvelle classe dangereuse mise en scène par les élites politiques françaises. Ce sont bien les plus jeunes de cette classe que vise la suspension des allocations familiales dans la loi Perben. Cette « classe dangereuses » est désignée par les chiffres de la délinquance. Il ne faut cependant pas oublier que ces chiffres abondamment commentés chaque année sont produits par la police et la justice et reflètent donc au moins autant la réalité de l'activité policière que des



faits de délinquance. Ils demandent donc à être lus de manière critique, en s'interrogeant notamment sur leur mode de fabrication. Nous ne croyons pas au concept de « nouvelles classes dangereuses » et si nous sommes d'accord sur l'instrumentalisation des chiffres de la délinquance, il nous paraît peu réaliste et dangereux de titrer comme le font certains sur « le mythe de l'insécurité »³. Nous ne devons pas faire de l'angélisme. Sous la pression de l'insécurité sociale, il existe une minorité de jeunes aux origines diverses provenant souvent de milieux défavorisés organisés en véritables gangs, aux mentalités de capitalistes, centrés sur le fric et le conformisme bourgeois, qui exploitent une véritable économie parallèle basée sur les trafics de drogues, d'armes, la prostitution féminine et infantine, le jeu, et parfois liée avec des gros bonnets. Les habitants des banlieues des grandes villes sont parfois soumis à leurs exactions. C'est chez ces derniers que la police recrute, cousins et tindics. Ce sont aussi les mêmes qui parfois pour s'amender rentrent chez « les bleus ». Comme le dit la locution, « la fonction crée l'organe » et comme le démontre l'histoire, l'augmentation des forces de police n'a jamais fait disparaître la délinquance mais au contraire l'entretient. Pour assurer la répression de ces nouvelles « classes dangereuses », il faut aussi soumettre nos libertés à l'arbitraire de l'État. Avant même que le ministre de la Justice s'y emploie de son côté, que restera-t-il, déjà, de celles-ci quand chacun de nous pourra être arrêté pendant une demi-heure au bord de la route à la discrétion des forces de police? Accepterions-nous d'être, parce que simples suspects, fichés à vie dans des fichiers qui, multipliés à l'infini et croisés, recensent jusqu'au moindre détail de notre vie quotidienne?

Si lors d'un contrôle, la police interpelle un sans-papiers, il sera présenté sous quarante-huit heures à un magistrat qui devra donner son feu vert à l'expulsion.

« Pas de ça chez moi ! »

Quelques faits récents en agglomérations nantaise ou rennaise semblent mettre en évidence une intolérance de plus en plus forte et assumée à l'encontre de populations fragilisées⁴. Un Cada (Centre d'accueil de demandeurs d'asile) s'ouvre près de Rennes : lever de boucliers dans la population. Un terrain se dégage pour l'accueil des gens du voyage dans des communes limitrophes de Nantes : ça pétitionne et ça crie à l'absence de concertation. Une annexe d'hôpital psychiatrique s'ouvre dans la banlieue sud de Nantes : une association de défense se mobilise. Idem pour la future maison d'arrêt, et pas pour quelque idée de rejet du principe carcéral. Idem pour la prostitution, et pas par critique du pouvoir masculin.

Évidemment, tout le monde n'est pas sur ces positions. Mais il semble que les plus bruyants sont les lobbies du « pas de ça chez moi », version « citoyenne » du corporatisme qui sévit dans le monde du travail. Dans les deux cas, il faut indiquer les ravages du libéralisme et des idéologies du mérite individuel : « alors qu'on s'est durement battu pour acquérir une place dans la société et une certaine aisance matérielle qui va avec, pourquoi ferait-on un effort pour des gens qui ne se donnent pas la peine ? Et qu'est-ce que ça nous apporte ? » (« la fourmi n'est point préteuse », écrivait déjà Jean de La Fontaine).

Serait-ce que les personnes naguère attachées aux droits humains, aux mélanges de populations (ailleurs que dans des prisons), à l'interculturalité, seraient rentrées dans les rangs de la « majorité silencieuse » et que le « terrorisme intellectuel », naguère prêté aux « gens de gauche », serait désormais dans le camp de l'ordre moral et du libéralisme ?

Par exemple, émettez des objections contre la vidéosurveillance ou certains points parmi les plus scandaleux des lois Vaillant et Sarkozy (comme la pénalisation des regroupements dans les halls



Le retour des classes sociales

Alors que tous nos médias sont braqués sur l'insécurité physique et sont à l'affût de la moindre violence, violence urbaine, faits divers, guerres... l'insécurité sociale se creuse de plus en plus. Dans un dossier sur les classes sociales la revue *Alternatives économique* affirme que « la distance qui sépare ouvriers et cadres tend à s'accroître ». Dans les années vingt, un enfant d'ouvrier avait 6,6 % de chance de devenir cadre et 53,5 % d'être ouvrier. Et inversement pour le fils de cadre. Sous l'effet de la scolarité ouverte à tous et la croissance économique on pensait ces égalités réduites. Et bien non, dans son article Louis Chauvel affirme que pour les 30-35 ans, un enfant de cadre a eu 21 % de chances d'accéder à une grande école, contre 1,1 % pour le fils d'ouvrier. Les classes sociales sont de retour. L'inégalité se creuse sur « les modes de consommation, les chances d'accès aux systèmes d'enseignement les plus valorisés, la mobilité sociale ». Pire encore l'identité collective des classes populaires, affirmée notamment à travers le syndicalisme ou le monde politique tend à disparaître. Il conclut : « une telle évolution n'est guère propice au maintien des droit salariaux stabilisateurs. D'où le risque d'un retour vers une structure fortement inégalitaire, sans contrepoids politiques et collectifs. Et l'ouverture d'un espace politique pour les populistes de tout bord ». Ce constat reflète la réalité d'aujourd'hui, la gauche plurielle s'est effondrée. À la claquette électorale, la direction du PS cherche des coupables partout, sauf dans son bilan. De nouveaux courants se créent et le consensus politique reste difficile car certains éléphants sont attirés par les sirènes libérales du Blairisme. Le groupuscule PCF et les Vert en recherche d'une nouvelle direction maintiennent, malgré leurs minorités critiques, leur politique de satellisation autour du PS. La décomposition du syndicalisme continue : le taux de syndicalisation est de 9 % des salariés, ce qui représente tout de même 2,3 millions

d'adhérents. On ne parle plus que de classe moyenne, pourtant 7,724 millions de personnes travaillant en France sont des ouvriers, soit 27,6 % de la population active. Pour une classe ouvrière que l'on disait morte, ce n'est pas mal¹⁸ ! Il y a 4 millions de français en dessous du seuil de pauvreté, alors que 247 000 familles sont assujetties à l'impôt sur les grandes fortunes. Parmi elles, les cent plus riches déclarent, chacune, un patrimoine de 132 millions d'euros ; soit 180 fois plus que les foyers se situant juste au niveau du seuil d'imposition sur la fortune qui ne comprend pas certains titres financiers, les œuvres d'art, etc. Environ plus de 40 % des richesses créées, en valeur ajoutée, par les entreprises françaises servent à rémunérer les actionnaires, alors que 9 %, soit 2,3 millions de la population française, sont au chômage. Cette augmentation record a des conséquences sur l'assurance-chômage. Le nombre de chômeurs indemnisés par les Assedic s'est accru de 1,3 % en octobre 2001 à 10,5 % en un an ! Le déficit de l'Unedic se creuse et devrait atteindre 3,7 milliards d'euros en cette fin d'année. Jacqueline Lazare, secrétaire de la CGT déclarait lors du conseil d'administration du 4 décembre : « L'Unedic est malade financièrement des politiques de l'emploi des entreprises. Celles-ci, et notamment les grandes et les donneurs d'ordre, sont responsables de la dégradation de l'emploi en licenciant, en précarisant, en créant des temps partiels, en favorisant les emplois saisonniers et intermittents. » Mais la situation la plus catastrophique touche les jeunes, dont le chômage s'est accru de 15 % en un an. Les moins de 25 ans sont la tranche d'âge la plus touchée par la crise de la société. 13,6 % des hommes et 35,8 % des femmes de moins de 25 ans travaillent en temps partiel. 63,8 % des chômeurs de moins de 25 ans ne sont pas indemnisés. 20 % des ménages de moins de 25 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté. Un étudiant sur deux est obligé de travailler pour pouvoir financer ses études. 80 % des recrutements de jeunes se font en CDD. 60 000 jeunes sur 750 000 sortent du système scolaire, chaque année, sans diplôme¹⁹. Ces jeunes dont les plus pauvres, les plus précaires sont stigmatisaient par l'idéologie sécuritaire comme des « classes dangereuses ». C'est ainsi que l'on traite cette génération qui est l'avenir de notre pays.

Libertés individuelles, égalité sociale

Lutter contre l'insécurité, ce n'est pas les LSQ, la loi Perben, la méthode Sarkozy. Ce n'est pas désigner les pauvres, les jeunes et les immigrés comme boucs émissaires et faire de chacun de nous des sujets soumis au pouvoir discrétionnaire de l'État. Cela s'appelle un gouvernement de droite et le style Raffarin c'est la rondeur de Poiny, le ridicule de tartuffe et aussi la nostalgie de Vichy. Lutter contre l'insécurité, c'est avant tout favoriser la justice sociale et sortir de la précarité et du chômage les quelques millions de personnes qui s'y trouvent, lutter contre toutes les discriminations qui divisent les habitants de

d'immeubles qui vise clairement les jeunes des cités), vous voilà traité de salauds, complices de ces « sauvages » qui « terrorisent nos cités ».

Ne pas se résigner, faire vivre les solidarités

La seule notion de liberté et de droits est insuffisante pour amener ces gens à se remettre en question: ils sauront toujours rétorquer, exemple à l'appui, qu'il y a d'autres personnes qui abusent de ces libertés (mais ce sont toujours les autres).

Pour espérer changer quelque chose, il faut une articulation entre liberté et égalité, dans le discours et dans les actes. Car c'est l'idée d'égalité qui permet un minimum d'identification à autrui, à concevoir que ses problèmes pourraient être les miens. Si le concept d'égalité fonctionne encore (un peu) dans des milieux assez homogènes (une entreprise, un quartier, une région), il est beaucoup plus difficile de faire vivre ce concept quand des populations hétérogènes sont en jeu.

C'est ça qu'il faut réussir: nous trouver quelque chose de commun à défendre entre des personnes qui ont en commun d'appartenir à l'humanité. L'inverse serait de dire qu'il y a des gens qui méritent le statut d'humanité et d'autres qui ne le mériteraient pas et qui, de fait, aujourd'hui sont exclus réellement en tant qu'êtres humains (voir par exemple l'indignité des conditions de vie des sans-papiers).

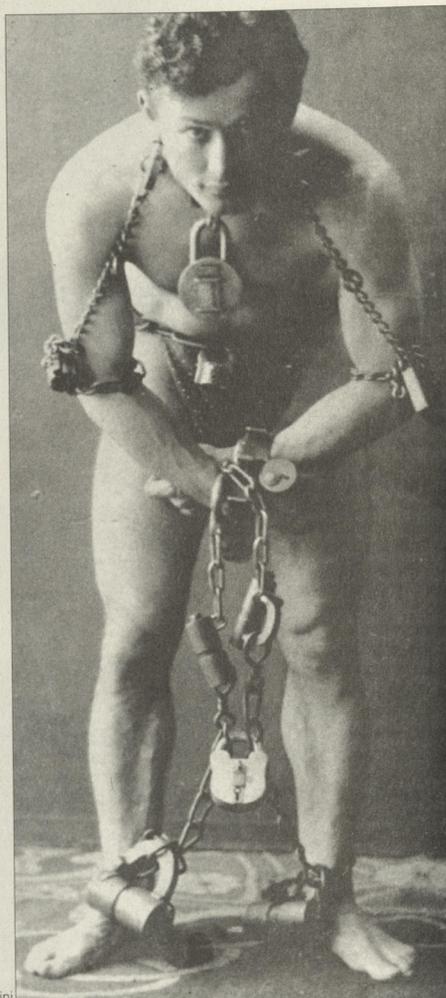
L'hétérogénéité de nos situations et de nos origines ne justifie en aucun cas une quelconque inégalité, ni une quelconque privation de liberté. Comme écrivait un certain Bakounine: « Je ne suis humain et libre moi-même qu'autant que je reconnais la liberté et l'humanité de tous les humains qui m'entourent. Ce n'est qu'en respectant leur caractère humain que je respecte le mien propre. »

Hervé
groupe FA de Nantes

1. *Le Monde* du 3 novembre 2002.
2. *Ouest-France*, 19 novembre 2002
3. *Le Monde* initiatives, novembre 2002
4. Articles de la presse quotidienne régionale (*Ouest-France* et *Presse-Océan*)



Houdini



notre pays et offrir un autre cadre de vie que ces quartiers devenus des ghettos où l'on survit sans espoir. Ce ne sont pas les pauvres qu'il faut combattre, c'est la pauvreté! Contre l'atteinte à nos libertés et à nos acquis sociaux, nous appelons les jeunes lycéens, étudiants, les travailleurs, ouvriers, paysans, salariés, fonctionnaires, les précaires, les chômeurs et toutes les volontés à se mobiliser dans un front unitaire pour créer un véritable rapport de force dans notre pays.

1. Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard 1995.
2. Philippe Chailan, « Cela s'appelle la droite », *La revue Écologie sociale* n° 1 Octobre/novembre 2002.
3. *Le Monde* du 7 août 2002 et Philippe Chailan, op.cit.

4. *Genèse* n°18, janvier 1995, « Science sociale et histoire consacré aux protections sociales », Didier Renard, « Assistance et assurance dans la constitution du système de protection sociale française ».

5. *Le Monde* du 7 août 2002, Frédéric Chambon, Pascale Krémer, Mathilde Mathieu, « La loi sur la justice alarme les syndicats et les associations » et Philippe Chailan, op.cit.

6. *No Pasaran* n°14, novembre 2002, Pierre Tévanian, « Le Mythe de l'insécurité ou comment on construit des classes dangereuses ».

7. *Alternatives économiques* n° 207, octobre 2002, Louis Chauvel, dossier consacré aux « classes sociales ».

8. *Manière de voir* n° 66, Novembre/décembre 2002, « Les classes sociales existent ».

9. *La Nouvelle Vie ouvrière* n°3044, décembre 2002, Michel Diard « Les patrons frappent, les salariés trinquent ».



ndimbêl na ca feek loxal borom

L'appui vient dans l'effort

Amadou Ka

Ancien « enfant » d'Aupej, il fut un de ses animateurs puis son président.



Été 2001, jeu de balle pour les filles des classes pro, dans la cour de récré.
En haut: Noël 1999, la garderie au complet fête la délégation Bonnaventure.

Aupej, Actions utiles pour l'enfance et la jeunesse, est née au Sénégal, à Tivaouane dans la région de Thiès en 1993. Tivaouane (ville sainte du tidjanisme) est à 92 kilomètres au nord de Dakar, dans un département de 3 500 km carrés, dont plus de 50 km de côte. Population estimée: plus de 50 000 habitants. Ses principales activités sont l'agriculture, l'élevage, la pêche (Mbour), l'extraction des phosphates (Taïba), l'industrie chimique (ICS). Tivaouane, la commune, regroupe une vingtaine de quartiers dont Fogny qui abrite le siège social d'Aupej.

U VAINCRE la déviance, prévenir la délinquance et/ou toutes les formes de dépravaions sociales chez les enfants et les jeunes. C'est autour de cette idée force que s'articulent toutes les activités et initiatives menées.

Aupej, née du secteur social informel a tiré profit de ses fondations. Cette association œuvre pour la mise en place d'un système socio-éducatif de prévention contre les fléaux sociaux contemporains: analphabétisme, déperdition scolaire, drogue, prostitution, délinquance juvénile, sexualité négative, maternité rapprochée, maltraitance, marginalisation des enfants, chômage et exode féminin.

Elle s'appuie sur un réseau communautaire. Elle n'a pas présenté des outils sociaux et culturels clé en main aux habitants mais les a construits avec eux. Ce travail préparatoire est émancipateur dans la mesure où les populations apprennent à lire leur environnement, s'approprient des besoins réels et tentent d'y répondre de façon autonome. En effet Aupej coordonne la vie associative alternative et participe à l'éclosion de pratiques sociales ou économiques émancipatrices. A la fois but et moyen, cette autonomie demande du temps, découle de tâtonnements, de mise en synergie très éprouvantes pour la collectivité et les personnes.

La lutte pour imaginer des solutions à des problèmes sociaux urgents est entravée par les difficultés économiques, les lourdeurs administratives.

La stabilisation de ces espaces éducatifs devient donc un enjeu social non seulement pour l'émancipation présente des participants mais pour la pérennisation d'espaces collectifs alternatifs. Pour créer, il faut du temps et de l'avenir!

Réinventer le présent pour construire d'autres futurs

Dans les années 90, alors que les nations occidentales faisaient de l'éducation et de la formation du citoyen leur cheval de bataille, le Sénégal, sous l'injonction du FMI et de la Banque mondiale se désengageait de l'école. Cette démobilisation s'est traduite par le non-renouvellement du personnel enseignant et la réduction du budget alloué aux institutions scolaires; par le

Aupej

ndimbêl na ca feek loxal borom

recrutement d'enseignants volontaires sous-payés et sans aucune garantie sociale. La grogne des syndicats enseignants et estudiantins aboutit à deux années blanches sans pour autant infléchir le pouvoir alors en place. La conséquence de ce désengagement fut l'augmentation des classes à double flux avec des effectifs pouvant aller jusqu'à 60 élèves par classe.

Inévitablement, le taux brut de scolarisation baisse. Il était en 1988-1989 de 57,3 %, il n'est plus qu'à 54,3 % en 1992. Un enfant sur deux a accès à l'école. Une fille sur trois a accès à l'école. Un enfant sur trois franchit le cap de l'enseignement moyen. Le taux d'analphabétisme des 15-55 ans est de 73 %.

À Tivaouane, face à cette crise qui affecte en premier les couches sociales les plus défavorisées, des hommes et des femmes de tous âges se sont organisés en une association dénommée Actions utiles pour l'enfance et la jeunesse (Aupej). Forts du concept cher à Michel Authier (« personne ne sait tout mais tout le monde sait quelque chose »), des enseignants, des éducateurs, des élèves, des étudiants et des femmes au foyer ont décidé de mutualiser leur savoir, leur savoir-faire et leur disponibilité pour faire reculer l'ignorance, la pauvreté et le fatalisme populaire.

C'est ainsi qu'à la rentrée scolaire de 1993, au cœur même du quartier Fogny, plus de 150 jeunes firent leur apprentissage de la lecture, de l'écriture en même temps que des techniques manuelles qui répondaient le plus souvent à leurs besoins les plus immédiats, à savoir: acquérir le savoir-faire minimal requis pour s'insérer dans le tissu socio-économique et se réaliser comme être humain recouvrant sa dignité par le travail. Apprendre et se former aussi pour devenir un citoyen à part entière, prenant part à toutes les décisions politiques et sociales le concernant. Voilà pourquoi des programmes de grandes envergures sont élaborés: case des tout-petits transformée peu après en classe enfantine; cours de soutien scolaire pour élèves en difficulté; un collège-lycée entièrement autogéré pour et par les jeunes en déperdition scolaire ou malchanceux aux examens (brevet et bac); des ateliers de couture et de broderie pour jeunes filles exclues du système ou non scolarisées; des cours d'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes

commerçantes et ou ménagères du quartier. Il nous plaît de rappeler que tous les acteurs bénéficiaires de ces programmes ont pris part à l'élaboration de leurs contenus lors des « fora » de quartier, ces instances de discussion, de confrontation d'idées et de prise de décisions auxquelles tous les habitants du quartier sont conviés, en un mot un véritable laboratoire de démocratie participative.

Aujourd'hui Aupej c'est aussi une banque populaire communément appelée « caisse des femmes » qui octroie des prêts à un taux réduit et à long terme à toutes celles qui veulent se lancer dans le commerce. Et une mutuelle de santé pour pallier l'absence de protection sociale. Toutes ces structures concourent à impulser de nouvelles formes de solidarité pour lutter contre la pauvreté et les logiques d'exclusion.

Vaincre la déviance, prévenir la délinquance

Depuis son implantation, Aupej a contribué efficacement à juguler la violence dans le quartier. Dans toutes les cités du monde, que ce soit à Bronxville (États-Unis), à Épinay (France) ou à Yeumbeul (Sénégal), tant qu'il y aura des jeunes exclus ou abandonnés à eux-mêmes parce qu'ils sont arabes, noirs ou simplement fils d'immigrés, il y aura de la violence avec son cortège de criminalisation sous toutes ses formes.

Une crise, écrivait Hannah Arendt ne devient catastrophique que si nous y répondons par des idées toutes faites, c'est-à-dire par des préjugés. Non seulement une telle attitude rend la crise plus aiguë mais encore elle nous fait passer à côté de cette expérience de la réalité et de cette occasion de réfléchir qu'elle nous fournit.

À Tivaouane, au mois de juin 2003, les habitants du quartier Fogny, d'un commun élan, souffleront les dix bougies de l'existence d'Aupej, tout en continuant à réfléchir sur la crise scolaire, économique et sociale et pour impulser de nouvelles alternatives éducatives et sociales.

Voir aussi le film *Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal*. David Rappe et Guillaume Burnod. Ed. Bonnaventure, éd. Monde libertaire. 12,20 euros, à Publico.





Sahel

L'éducation

une piste pour le développement ?

« De nombreux auteurs l'affirment l'éducation est la clé – centrale – du développement » (Gérard Winter, *Libération*, 12 octobre 2002). Mais pour quel développement ?

ET SI ON PRENAIT l'exemple de ce qui se passe depuis une dizaine d'années dans un gros village sénégalais ? 4000 habitants. A deux heures de route de Saint-Louis, à un kilomètre du fleuve Sénégal, en plein dans la zone sahélienne. Une faible pluviométrie (400 millimètres entre août et septembre) et des températures qui peuvent allègrement atteindre les 40°C. À 27 kilomètres de la première route bitumée, qu'il faut rejoindre par une piste en très mauvais état, et qui reste impraticable pendant trois jours après une forte pluie.

L'aventure, car c'en est une, a commencé en 1987, quand un nouvel instituteur, Papa Meïssa Hanne a décidé de mettre en place la pédagogie Freinet à l'école primaire du village. Avant son arrivée, de nombreux parents refusaient, à la suite d'un conflit avec l'ancien instituteur d'inscrire leurs enfants à l'école publique et laïque. Pap'Meïssa a commencé par rencontrer les parents, puis à mettre en place cette pédagogie, quasiment une première en Afrique. C'est une pédagogie particulièrement novatrice, et qui continue de l'être car l'innovation constitue un de ses principes de fonctionnement : correspondance scolaire, texte libre, imprimerie, quoi de neuf ? (petite réunion matinale pour faire le point entre les enfants et l'instituteur, etc.).

Mais la clé de voûte, c'est sans doute la coopérative scolaire, chargée de réguler la vie de l'école, et dans laquelle les enfants sont fortement impliqués. Elle est composée d'un bureau et de différentes commissions gérées par les enfants.

Prenons par exemple la commission hygiène-environnement-santé. Elle s'occupe de la propreté de l'école, le nettoyage de la cour, des salles de cours, des sanitaires. Le vendredi, vers 11 heures, les responsables de la commission vont chercher les pelles, les rateaux, les sacs et partent avec les autres enfants dans le village pour ramasser les ordures fréquemment déposées au milieu des rues. Les habitants du village sont invités à se joindre à eux. Il faut juste préciser qu'il n'existe pas de service communal de ramassage des ordures. Le rôle de l'école et des enfants en matière d'hygiène collective est

fondamental, d'autant plus qu'il n'existe pas de réseau d'assainissement.

Cette commission s'occupe aussi du suivi du reboisement, initié en 1999 avec l'aide de Rezé (ville avec laquelle Diawar est jumelée) et d'un chantier de jeunes qui avaient replanté des arbres de différentes essences dans un village, où ils avaient disparus. Les enfants veillent à ce que l'entretien se fasse, l'arrosage, la protection vis-à-vis des animaux errants. Une nouvelle opération de reboisement a eu lieu en août 2002, avec l'appoint financier d'une association de jeunes de... Rezé, et la participation des instituteurs, des écoliers, dans la mesure de leurs possibilités, car le sol est vraiment très dur.

La santé est un vraiment un élément clé et essentiel de la politique de l'école, dans un pays où sévissent le paludisme et la fièvre jaune entre autres; la malnutrition au quotidien et la sous-nutrition pour un tiers de la population selon la FAO. Que peut faire l'école ? Et bien, si le dispensaire a été électrifié avec des panneaux solaires (depuis 2000, tout le village est électrifié, enfin, mais seulement les maisons qui peuvent se payer le raccordement), c'est avec l'aide de Rezé qui a considéré que l'école et le dispensaire devaient marcher de pair. La commission aide l'infirmier lors des campagnes de vaccination; ce dernier vient régulièrement à l'école pour informer les enfants sur différents sujets. La commission dispose d'un petit stock de médicaments pour les petits maux (les médicaments ne sont pas remboursés au Sénégal; une mutuelle de santé est en voie de création), et si besoin prévient l'infirmier.

Alors, est-ce que l'on peut considérer que l'école participe au développement du village et de sa population ?

Certainement pas d'une manière totale, de nombreux habitants souffrent toujours quand une catastrophe climatique, la privatisation des organismes rizicoles d'État viennent perturber la récolte et entraîner les familles dans une très grande précarité. Mais l'école participe aussi à la diversification des activités agricoles avec le jardin de maraîchage dont les légumes sont vendus aux habitants du village; un poulailler qui est un

modèle de propreté (les plats sont souvent constitués de riz, quelques rares légumes et d'un peu de poisson du fleuve ou de Saint-Louis), et cela peut aussi amener un peu de variété dans l'alimentation.

Les parents rencontrés fondent de grands espoirs dans la scolarisation de leurs enfants, car très souvent ils n'ont pas pu l'être, et ils promettent de tout faire pour que leurs enfants puissent continuer après l'école primaire. Ce qui d'ailleurs se fait déjà malgré l'absence de collège à proximité, le premier est à 27 kilomètres par la piste (faut-il le préciser, il n'existe pas de service de ramassage).

La scolarisation des filles est une réussite dans ce village car certaines années elles sont plus nombreuses que les garçons malgré des abandons plus précoces et plus nombreux; elles ont des responsabilités au sein de la coopérative scolaire, une fille était présidente et une autre vice-présidente en 2001-2002. Les filles sont de plus en plus nombreuses à poursuivre après le CM2, et à refuser les mariages précoces; ce qui devrait avoir des conséquences sur la fécondité - à la baisse -, la polygamie et permettre aux femmes de développer dans de meilleures conditions de petites activités économiques.

L'éducation ne permettra pas de résoudre tout et tout de suite. Mais aux questions: faut-il continuer?; faut-il faire connaître ce qui se passe à Diawar?; doit-on tenter de propager cette « expérience »?; les instituteurs et institutrices de l'Association sénégalaise de l'école moderne (ASEM, qui fait partie du mouvement Freinet) ont déjà répondu par l'affirmative. Une autre école, près de Saint-Louis à Ricotte, un petit village d'agriculteurs est en train, sous l'impulsion d'un ancien instituteur de Diawar de connaître la même évolution, et dans un temps plus court (l'école n'a que cinq années d'existence).

Ces enseignants se contentent de travailler, sans passer leur temps à chercher les coupables, avec leurs moyens. Alors, doit-on les aider et les soutenir dans leur objectif de développer une éducation de qualité qui pourra se révéler émancipatrice ?

Olivier Clairat

USA-MEXIQUE

Les libertaires contre les racistes

LE MOUVEMENT FASCISTE aux États-Unis s'organise de façon dangereuse tout au long de la frontière avec le Mexique. C'est ainsi que les groupes de racistes qui se consacrent à chasser les sans-papiers et à les livrer aux services de l'immigration sont toujours plus nombreux. Il y a des témoignages qui disent que l'on a torturé brutalement des immigrés avant de les livrer; on parle aussi de tirs d'armes à feu causant quelquefois des morts.

Les principaux groupes anti-immigrants qui opèrent à la frontière sont l'American Border Patrol en Arizona, Ranch Rescue en Arizona, Nouveau Mexique au Texas,

California et la récente Citizen Border Patrol Militia qui opèrent en Arizona dans les villes de Tombstone et de Douglas, à la frontière avec Agua Prieta Sonora. Ces groupes d'anti-immigrés et de *rancheros* racistes reçoivent un fort appui d'autres organisations similaires comme la Coalition californienne pour la réforme de l'immigration, et les religieuses World Church of the Creator (Église mondiale du créateur) et Identité chrétienne, qui font un mélange contradictoire (sic, ndt) de christianisme et de racisme. Quelques-uns de leurs jeunes partisans sont des *honeyheads* qui proclament « RaHoWa » (Racial Holy War : guerre raciale sacrée), une *jihad* blanche suprématiste.

Malheureusement, ces organisations fascistes chaque fois mieux organisées dans leur mode d'action, de communication, d'entraînement et leur fanatisme, sont amenées à commettre des actions dommageables contre les minorités. Dans ces temps de difficultés économiques, la discrimination contre les immigrants sans papiers augmente, et ces groupes fascistes les accusent d'être fautifs de tous les problèmes existants.

À la frontière avec le Mexique, les *rancheros* de l'Arizona chassent les « illégaux » (aucun être humain est illégal) avec des violations claires des droits humains et vont jusqu'à assassiner. Nous exigeons qu'il soit mis un terme à ces traitements envers les Mexicains ou envers toute autre personne d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud qui tente de passer la frontière sans papiers. C'est pour cela que le réseau Solidarité sans frontières, qui regroupe des collectifs et individus libertaires du nord-ouest du Mexique et du sud-ouest des États-Unis a été créé. C'est pourquoi notre collectif de Hermosillos (Mexique) va le rejoindre.

Aucune agression ne doit rester sans réponse, les choses que nous pouvons faire sont diverses: informer notre communauté sur ces actes de racisme et de violence, des conférences dans les quartiers et les écoles, journaux muraux, tracts, fanzines, programmes de radio, démonstrations à l'extérieur de l'ambassade des États-Unis, et tout ce que nous pourrions faire pour résister et combattre le fascisme. Il faut se souvenir que le problème commence à l'intérieur et que le système politique économique oblige les plus humbles des nôtres à aller chercher de meilleures situations ailleurs en pensant qu'ils auront mieux, alors que la répartition des biens est partout mal faite. Nous combattons le capitalisme sauvage qui accule les gens à la misère, et nous combattons le racisme qui nous divise.

Source: Anarqiat

Traduction: relations internationales de la FA



Depuis longtemps, Nestlé fait le bonheur des enfants du monde entier...

Bête comme Bettencourt

C'EST le Monde du 24 décembre dernier qui nous l'apprend, la société Nestlé réclame six millions de dollars de dédommagement à l'Éthiopie. Pour surprenante de brutalité et de sécheresse qu'elle soit, cette information n'a fondamentalement rien qui puisse surprendre.

L'affaire en elle-même reste assez classique pour des capitalistes purs et durs. Le gouvernement marxiste de l'Éthiopie a décidé il y a vingt-sept ans de nationaliser une usine appartenant au groupe allemand Schweisfruth appartenant lui-même à la multinationale suisse depuis 1986. Sans vouloir sombrer dans les clichés sur la légendaire lenteur suisse, ce qui serait politiquement incorrect, et sans abuser non plus d'un humour de comice agricole, reconnaissons toutefois que Nestlé tarde un peu à se réveiller. Le coucou est en panne. Mais cette situation relèverait du plus haut comique si les intérêts de l'Éthiopie, pays pauvre d'entre les pauvres et ravagé par la sécheresse, par les famines programmées, par l'incurie et la corruption, n'étaient pas en cause. L'ONG britannique Oxfam est en première ligne dans cette affaire. D'après ses calculs, la somme de six millions de dollars pourrait permettre de fournir de l'eau potable à quatre millions de personnes ou la construction de 6500 puits. Quand on sait que Nestlé est un des plus importants groupes agro-alimentaires du monde et qu'il détient ce que fait les marques aussi prestigieuses que Vittel, Perrier ou San Pellegrino, on reste rêveur devant une telle obscurité. Pour en finir avec l'aridité arithmétique, l'article du

Monde nous apprend également que Nestlé a déclaré en 2001 la somme astronomique de 6,15 milliards de dollars de profit net; de plus, l'Éthiopie, c'est pas seulement des médailles d'or aux Jeux olympiques pour leurs élites sportives, l'économie éthiopienne dépend du café pour 60 % de ses exportations et permet à un quart de la population de survivre. Et devinez qui est son plus gros client? Nestlé, bien sûr! Tu m'as compris?

Les pitoyables enfoirés, la main sur le cœur, n'ont rien inventé et surtout n'ont pas servi à grand-chose. L'Éthiopie meurt peu à peu. Nestlé n'a pas besoin de pleurnicher, les artistes de music-hall qui cachetonnent à la Sacem le font bien mieux à sa place. Liliane Bettencourt, la plus grosse fortune de France, détentrice d'un gros paquet d'action Nestlé, et également propriétaire de L'Oréal, société multinationale de cosmétiques, spécialisée en son temps du recyclage des anciens nazis pour son encadrement, peut dormir tranquille et conserver sa capacité de nuisance intacte. Si seulement il lui venait à l'esprit de faire pression pour que Nestlé abandonne sa dette en faisant de la pub autour de ce petit geste, on pourrait penser que le capitalisme est parfois capable d'un peu d'humanité. Un petit peu. Mais une conclusion pareille est-elle acceptable et même imaginable pour les libertaires que nous sommes? Allez un p'tit Nescafé pour retrouver la force de balayer toutes ces pourritures.

Jipé

En vrac

VOUS REPRENDRÉZ BIEN un peu de dinde après les fêtes? C'est en tout cas ce que je vous conseille avec Blanc de poulet, le premier album des Suprêmes Dindes. Et il y a de quoi se régaler! La mention « rock électrique » qu'arbore un peu timidement la pochette du CD a un je ne sais quoi de désarmant. Le rock est certes électrique, mais surtout d'une époustouflante maîtrise instrumentale et vocale (le morceau « Robots » est, à ce titre, un véritable petit bijou mélodique). Les seize titres de l'album se teintent des influences les plus diverses: riffs volontiers punkisants, ballades délicates, et explosions techno rock (comme « Obéobibiba » ou encore « Gobe la pie »). Les textes, sous des dehors parfois un peu loufoques, cachent une verve tantôt gentiment acide (« Ah, monsieur! »), tantôt franchement grinçante (« Ouais d'accord OK », « Petit Français », etc.). Et il y a ce titre, « C'est dimanche », éblouissante chanson d'amour qui m'a un peu retourné. Disponible dès maintenant dans les bacs (distribution Tripsichord).

ANARCHY IN GRENOBLE! Le numéro d'automne de La Faille est sorti, avec au sommaire un brûlot sur la pseudo-entrée sociale, d'intéressantes interviews: Alerte Rouge (groupe ska punk formé par d'anciens Washington Dead Cats et Neuronnes en Folie), et le groupe Nada de la Fédération anarchiste, un long dossier historique sur le conflit israélo-palestinien (extrait de Direct Action n° 22), des brèves, des chroniques, etc. J'en profite aussi pour rappeler l'existence de l'émission Globules Noirs, animée par le groupe Jules-Vallès de la Fédération anarchiste (Ah, que de copinage!) les mercredis à 20h30 sur Radio Grésivaudan 89 FM (rediffusion les samedis à 19h30). Tant qu'à faire, resignalons aussi la sortie de « Fragments », le recueil de dessins et BD de Zygomar, qui est toujours disponible contre 3 euros, port compris, à l'adresse ci-dessous (idem pour La Faille). La Faille, B.P. 2301, 38033 Grenoble CEDEX 02.

AVEC SON SIXIÈME NUMÉRO, Facts from the Vault continue dans la voie des « perso-zines » (entendez par là des fanzines largement composés de textes personnels relatant le vécu plus ou moins émotionnel des rédacteurs ou rédactrices). J'aime bien celui-là, pour l'écriture de Jennifer, fluide et légère – un peu trop peut-être, parfois – flirtant avec le cynisme, les émotions, et le sentiment d'être une parfaite looseuse. Le texte intitulé « How many punks does it take to change a lightbulb » m'a bien fait marrer. Et puis, parmi les nombreux dessins qui ponctuent le zine, il y a ceux de Cool Joe et de Mickson qui me bottent toujours autant. Pas mal de chroniques diverses et variées (à l'honneur des nombreuses productions de la scène underground internationale) viennent étoffer le contenu. Trop cool! Quant au prix de la chose, je l'ignore, mieux vaut demander directement à Jennifer, Facts from the Vault, c/o Jennifer Smaghe, 10, rue Norbert-Segard, appt. 31, 59000 Lille, e-mail: jebrulin@nordnet.fr

André Sulfide



2002 La vague bleue

ÇA Y EST, c'est fini! 2002 s'éteint dans la joie et l'allégresse. Noël et Jour de l'an pour happer l'attention de nos chers concitoyens avec nos huitres, foies gras, escargots et jouets pour les gosses. Et tout ça payable en trois fois à partir de février! C'est pas ça le bonheur?

C'est vrai que l'année avait mal commencée! Tous ceux qui pensent pour nous, nous l'ont clamé haut et fort: nous vivions dans l'insécurité! On était presque proche de la guérilla urbaine, avec tous ces jeunes en casquettes prêts à m'égorger dès que je sortais. De toute façon, je sors pas! D'abord, quand je rentre du boulot, c'est l'heure du « Bigdil » et pour me faire voyager; PPDA ne manque jamais un rendez-vous. Heureusement qu'en avril, on a changé notre président. Bon OK c'est le même, mais élu avec 82 % des voix! De quoi faire rougir tous les despotes du monde entier. Oui mais c'est tout de même le sauveur de la République. C'est grâce à Chirac que nous ne sommes pas dirigés aujourd'hui par un borgne établissant un État policier et s'attaquant aux minorités de notre pays.

En plus, les bons à rien de l'ancien gouvernement sont partis, et on a hérité de Sarkozy. Sarkozy, il est partout. Il aide toutes les honnêtes gens, et ce, depuis début mai. La preuve, on le voit tous les jours au JT. Il s'active drôlement, alors c'est normal que son salaire ait été augmenté de 80 % dès le début. Bon, mon Smic à moi, il n'a pas bougé, mais c'est parce qu'on est en période de crise.

En juin, on a eu le droit à une nouvelle assemblée. Et pour récompenser Chirac et Sarkozy, on n'a élu quasiment que leurs amis. Au moins, nos nouveaux chefs, ils savent ce qu'ils veulent; c'est pas comme les sociaux qui savent même plus s'ils sont de gauche ou de droite. Sarkozy, il a multiplié les pouvoirs des policiers, leurs moyens et leurs nombres. Et il recrute toujours et de façon plus républicaine. Avant pour être flic, fallait être grand et bête; maintenant, il n'y a plus besoin d'être grand! Enfin, tout ça, ça marche! La preuve, y'a plus d'insécurité dans les banlieues au « Journal » de 20 heures.

Et puis Sarkozy, il a fait une loi qui boute de nos rues, villes et pays pleins d'indésirables: les prostituées, les mendiants, les squatters, les gens du voyage, les ravers, etc.

C'est ça la démocratie républicaine! Sarkozy, il a encore d'autres qualités. Il a trouvé comment on faisait pour pas se faire emmerder par les mécontents. Il a montré à José Bové que même par idéal ou par militantisme on ne doit pas s'opposer au progrès. Et en plus, il a empêché les routiers de bloquer l'arrivée des guirlandes de mon sapin de Noël, en envoyant la police faire la circulation sur l'autoroute. Ah! Vraiment, 2002 était une bonne année. J'espère que 2003 n'inversera pas la tendance. Sinon, on tendrait vers l'anarchie.

Karim.

groupe Louise-Michel

le choc des mondes

Zen

les pauvres !



Sylvie Picard

UN SOIR, sur le chemin du métro, je tombe en arrêt devant une affiche : « Quelle réussite pour les jeunes des quartiers populaires ? Réunion-débat organisée par le CCI (Convergences citoyennes Ivry, un collectif apolitique qui se propose d'améliorer la vie sociale dans la cité), animée par Antoine Spire, de la LDH, et Azouz Begag auteur du *Gône de Chabab*. A priori, rien d'alléchant. Quoique... Le thème me paraît propice à tous les débordements. Et si personne ne se charge d'apporter de critique politique, je prendrai mon courage à deux mains !

Le jour dit, la salle est bourrée à craquer. Cent, cent cinquante personnes ? Des prolos de tous âges, de tous sexes et de toutes couleurs, des BC-BG, des jeunes Beurs, des inclassables... Il ne manque qu'un raton-laveur. À la tribune, un Black barbu (de la LDH), un quinquagénaire au double menton suffisant (Antoine Spire), un Beur du genre ravi de la crèche (Begag). Je m'attends au pire.

Le Black barbu ouvre le tir. Les vraies raisons de la misère, de l'illettrisme, de la violence dans les cités ? Tout bonnement, l'image

négative que les médias renvoient aux « jeunes de banlieue ». Si ces derniers sont dans la merde, c'est qu'ils n'ont pas confiance en eux ! Les intervenants du débat vont donc s'efforcer, avec l'aide présumée du public, de réparer cette injustice – la seule, la vraie, dont est victime la jeunesse issue de milieux défavorisés. Un peu partout autour de moi, je commence à entendre des chuchotements exaspérés. Sans mystère, ceux qui ont plutôt un look bourgeois écoutent d'un air chatouillé ; les prolos et les immigrés serrent les poings et les mâchoires.

Le quinquagénaire prend le relais. Il est journaliste à France Culture. Il s'appelle Antoine Spire. Retenez bien ce nom : car ce monsieur n'a rien trouvé de moins que le remède miracle aux inégalités sociales ! « On parle trop souvent des jeunes de banlieue délinquants, chômeurs ou précaires. À force de discours déprimants, on les maintient dans une "complaisance victimatoire" (sic). Pourquoi ne parle-t-on pas de ceux qui sont devenus chefs d'entreprise, artistes, universitaires ? Pourtant, ceux-là existent aussi ! Il faut refuser la fatalité,

mettre en avant "l'individu", et baratin et blabla... et je cède la parole à Azouz Begag qui illustre bien mon propos. »

Voilà donc un garçon que l'on agite un peu partout comme un phénomène de foire : « Le Reubeu qui a réussi malgré des parents illettrés. » Cet « idiot utile » a bien compris ce que l'on attendait de lui. Suit un interminable récit de son enfance difficile, agrémenté d'anecdotes totalement hors sujet. Tout content de lui, il signale qu'en dépit de ses handicaps (qui ajoutent à son mérite !), il a su dire « Je », il a su évoluer tout seul, il a encouragé ses potes à suivre son exemple : « Les bibliothèques, c'est gratuit ! »

C'est alors qu'un jeune homme du MIB (Mouvement de l'immigration et les banlieues) vient s'installer à la tribune (tout au long de son intervention, Spire et Begag deviseront ostensiblement !). D'une voix rauque de colère, il parle du racisme, du quotidien dans les banlieues, des conditions d'éducation pour les enfants d'immigrés, et conclut : « À vous entendre, ce n'est pas la peine de donner de meilleures

« Vous me dites que si je suis dans la merde, c'est parce que je suis con et feignant ? »



conditions de vie et d'éducation aux pauvres, puisque les plus forts arriveront quand même à se tirer d'affaire!» Applaudissements nourris, côté « pouilleux » de la salle.

Puis, à ma vive satisfaction, les «pouilleux» se bousculent pour rentrer dans la gueule de cette brochette de branquignols sont venus leur donner des leçons de réussite sociale. Un ouvrier au chômage gueule, rouge et vibrant d'indignation: «Vous me dites que si je suis dans la merde, c'est parce que je suis con et feignant? Que ça n'aurait pas fait de différence si j'avais eu des parents riches?» Un jeune Beur crie qu'on l'a mis de force dans une filière technique, qu'il félicite Begag de son talent et de son courage, mais le prie de le ramener un peu moins, par égard pour tous les pauvres nases qui sont restés sur le carreau. « Allons, c'est

« La société serait dans une belle merde, s'il n'y avait que des avocats, des journalistes, des écrivains, des PDG sans employés! Faut des esclaves, faut du bétail! »

plus compliqué que ça, sourit Spire. Vous pourriez profiter de la société vous aussi, avec de la volonté... »

Le gars du MIB arrache le micro: « Bien sûr, il y en a qui arrivent à courir avec un boulet de cent kilos attaché au pied! Mais est-ce qu'on doit s'étonner si la plupart n'y arrivent pas? »

Spire: « Il faut une grande souffrance pour devenir aussi aigri, pour caricaturer la société comme vous le faites... »

Huées dans la salle. Imperturbable, Spire continue:

« Dire que la société va mal, c'est de la désinformation! Bien sûr, ce n'est pas encore parfait, mais tout va de mieux en mieux depuis trente ans... »

Une femme le coupe, révoltée: « Quelles sont vos sources? J'aimerais le savoir! Et les chiffres du chômage, et ceux de la précarité? Venez donc un peu dans ma cité, voir de plus près tous les veinards qui se

régalent de votre société "presque parfaite!" »

Spire, onctueux: « Bien sûr, il y en aura toujours quelques-uns qui resteront au bord de la route... Mais ce n'est pas en leur répétant que tout va mal qu'on les poussera à évoluer! »

Je n'en peux plus. Il était temps qu'on me donne aussi la parole et, coup de chance, c'est mon tour! Je suis tellement en pétard que je manque lâcher le micro.

« J'ai deux gosses qui vont dans la ZEP, juste en face. Bien sûr, je voudrais qu'ils s'en sortent au mieux... Mais je ne ferais pas l'erreur de confondre solutions individuelles et solutions politiques! Il ne s'agit pas de nier les mérites des individus et associations qui tentent d'améliorer le sort des exclus de la croissance. Mais comment peut-on s'imaginer que la solution réformiste pourrait s'étendre à l'infini? Je voudrais vous parler d'un film: *Les Lascars du LEP électronique*.¹ Une bande de jeunes d'un LEP veut se mêler au mouvement de 86. Ils se font jeter, car leur discours dérange les étudiants: "On n'est pas plus cons que vous, on veut pas aller à l'usine!" »

» Bien sûr, ils pensent d'abord à s'en sortir individuellement. Et puis ils se rendent compte d'une chose: il faut bien des gens pour faire tourner les usines et pour ramasser les poubelles. La société serait dans une belle merde, s'il n'y avait que des avocats, des journalistes, des écrivains, des PDG sans employés!

» Begag a dit que c'est important d'être cultivé, même si certains étudiants travaillent dans un McDonald's. Mais quand on a fait des études, on ne veut plus de ces sales boulots. Six mois, un an, peut-être, en attendant mieux... Mais on ne se résignera pas à être caissier jusqu'à la retraite. C'est pourquoi il faut que beaucoup restent suffisamment incultes pour accepter leur condition. Faut des esclaves, faut du bétail! Vous trouvez qu'on ne

parle pas assez des pauvres qui ont réussi? Le mythe du *self made man* est aussi vieux que le monde capitaliste! Il existe pour faire croire aux pauvres qu'il y a "égalité des chances", que ceux qui se font exploiter sont des idiots pas motivés. L'ennui, c'est que pour cette société, non seulement c'est impossible que tous aient un métier agréable et bien payé, mais surtout, ce n'est pas souhaitable!

» Les pauvres ne pourront pas "évoluer" au-delà d'une certaine limite, tant qu'on n'aura pas changé radicalement de société! »

Applaudissements... Et silence côté tribune. L'argumentation des «lascars» a toujours le don de clouer le bec aux réformistes. Que répondre? Que les plus bêtes, les moins motivés iront travailler en usine? Donc qu'il faut espérer que tout le monde n'évoluera pas trop...

J'aurais voulu parler aussi du concept d'« égalité des chances », qui veut que les plus «doués» soient fabuleusement récompensés, les plus faibles atrocement punis...

Mais je dois passer le micro à un BC-BG. Il pontifie: « Il faut rechercher la "paix sociale". » S'ensuit un chœur de hurlements: « C'est facile de garder son calme quand on n'est pas victime d'une guerre que les pauvres subissent sans arrêt! »

Quand le débat est terminé, Antoine Spire et ses acolytes s'en retournent fort déconfits. Ils étaient pourtant venus tout pleins de bonne volonté, sincèrement apitoyés par le sort des jeunes de banlieue déprimés... Le lendemain, assise à une table voisine dans un bistro du centre ville, j'entends un participant au débat raconter sa version des faits:

« Ça aurait pu donner un résultat; malheureusement, il y avait des éléments perturbateurs... » Coup d'œil torve dans ma direction. Quant à moi, je suis revenue de ce débat remontée comme une pendule: grâce à lui, j'ai eu l'impression d'assister à la lutte des classes!

Lundi matin

Tous les lundis de 11 heures à 13 heures
sur Radio libertaire 89,4 MHz en région parisienne

1. *Les Lascars du LEP électronique*, cassette en vente à Publico.

marcel duchamp

le grand « an-art »

Roger Dadoun

P

PRÉSEQUE COUP SUR COUP («à coups trop tirés», dirait Duchamp), le *Monde libertaire* évoque d'un côté les «anartistes», motivalise à la Duchamp pour anarchistes et artistes, et c'est déjà presque un pléonasmie, tandis que de l'autre la presse molle parle d'un « Prix Marcel-Duchamp », et c'est déjà presque une contradiction qui, sentant sa rose académique, a l'intérêt de monter en épingle le nom de l'anartiste par excellence que fut, et qui est plus que jamais, pour notre respiration (l'R de Rose), Marcel Duchamp. Toujours pris, ce Marchand du Sel, entre ces deux feux qui le brûlent de l'intérieur et croisent le « faire » (poïésis) en lui : feu artiste et feu anarchiste.

Feu anarchiste

Le feu artiste, ce sont les feux sur l'art tirés à bout portant par Marcel Duchamp peignant le *Nu descendant un escalier* (1912), où il fait chuter de son piédestal, en le débitant en lamelles mécaniques cubistes, un des sujets les plus traditionnels de l'art, le nu féminin : ce n'est rien moins qu'une mise en anarchie de l'art (*Nu descendu en flèches*), révélatrice d'une position cruciale de Duchamp, que résumerait, flamboyance à l'appui, la formule : feu l'art. Un artiste aux œuvres déjà affirmées proclamant ainsi la mort (la mode aujourd'hui est de dire : la fin) de l'art – est-ce contradiction ? Non, c'est révolution. Et il ne s'agit pas seulement de la mort de l'art du temps, qui se débat ou se rabat dans un air du temps qu'empoisonnent, balayant les résistances de quelques «anartistes», lois du marché, idéologies bourgeoises, académismes d'arrière ou d'avant-garde, stérification, etc. Duchamp annonce surtout la mort d'une conception de l'art qui, depuis des siècles, se voit parasitée et obnubilée par les religiosités, sacralités et autres cultes, alors même que l'objet de l'art est

de saisir et de pénétrer l'essence de la réalité avec les seuls moyens humains, pour la reconnaissance, l'institution, la récréation permanentes de l'homme même – sans dieu ni maître !

Le feu anarchiste, c'est la flamme intérieure, et sacrament intérieurisée (au point que certains n'y voient que du... feu), qui conduit Duchamp à mettre le feu aux poudres, à culbuter principes, pouvoirs, positions, idoles, icônes et cultes : « poils et coups de pieds en tous genres », c'est le sous-titre des aphorismes de Duchamp qui portent ce titre devenu célèbre : « Oculisme de précision – Rose Sélavy » (Éros, c'est la vie). Le culte de l'art (queues interminables aux portes des expositions, discours lyrico-cuistres aux pieds des génies, tournés-de-l'œil sous les cadres dorés) s'est plus ou moins substitué aux autres cultes, à mesure que ces derniers perdaient du terrain ou perdaient pied, tout en continuant à leur servir de support, tenant-lieu, tenue camouflée qui fait joli. Duchamp arrache ces vêtements, ces « semblants », il est le Mécano qui Met à Nu, au sens le plus concret, le plus radical de l'expression : il s'exclame, comme l'enfant du conte d'Andersen, *Les Habits neufs de l'empereur* : « Le roi est nu. »

Nunivers

Duchamp met à nu l'univers – il fabrique un Nunivers. Construction laborieuse : Duchamp consacre près de dix ans à faire son *Grand Verre*, la *Mariée* mise à nu par ses célibataires, même (1915-1923), 276,8 x 175,2 cm, huile et fil à plomb sur verre, dont on est loin, malgré de savants commentaires, d'avoir épuisé toutes les vertus ; il met plus de vingt ans à monter son grand « gourbi », Étant donné : 1° la chute d'eau 2° le gaz d'éclairage (1946-1966), 242,5 x 177,8 x 124,5 cm, assemblage de matériaux divers (porte, briques, lino, fer, verre, bois, branchages, lampes, nu en plâtre,

La Roue



etc.), réalisé de telle façon que quiconque, suivant à la lettre le Manuel d'instructions rédigé par Duchamp, serait en mesure de refaire l'œuvre à l'identique. L'œuvre la plus monumentale, la plus singulière et la plus personnelle de Duchamp est ainsi à la portée de tous. Dans la lignée de Lautréamont disant que « la poésie doit être faite par tous », Duchamp donne lui-même corps à un art du « peuple » (c'est Guillaume Apollinaire qui le faisait remarquer), avec des moyens concrets pour « faire » (poésis) : l'art doit être fait par tous.

Construction paradoxale et proprement anarchiste : elle s'acquitte avec le Rien. « Rien » est le terme (humour, ironie, parodie et jeu) qui revient le plus souvent dans les propos de Duchamp. « Je n'ai pas, dit-il, un sentiment très vif au point de vue patriotique ». La politique ? « Une activité stupide qui ne mène à rien. » Les Napoléon, les César ? De « l'histoire fabriquée ». « Est-ce que vous croyez en Dieu ? », demande son interlocuteur. « Non, pas du tout !... C'est une imbécillité folle d'avoir créé l'idée de Dieu. L'argent, alors ? « Si on vous proposait 100 000 dollars pour faire une toile ? - Ah non, rien à faire ! - Mais à quoi croyez-vous ? - Mais à rien ! » Et l'interlocuteur, en désespoir de cause : « Vous croyez à vous, tout de même ? - Non. » Et pour couper court : « Je ne crois pas dans le mot "être". » Nihilisme de Duchamp, mais nihilisme libertaire : libérateur, qui a vocation de libérer et de révéler en tout individu les forces de création et d'inventivité, et créateur, comme Duchamp lui-même en porte témoignage avec son œuvre considérable, inépuisable, dont voici quelques trop maigres exemples.

Duchamp fait la « roue »

« En 1913, écrit Duchamp (1887-1968), j'eus l'heureuse idée de fixer une roue de bicyclette sur un tabouret de cuisine et de la regarder tourner. » La roue de l'histoire de l'art venait d'en prendre un coup - un coup, un tour d'histoire ! « La roue tourne », dit-on : l'objet de Duchamp, appelé ready-made (objet fabriqué - « made » - tout prêt - « ready » - à être exposé, et qu'il suffit de signer), prend et montre au pied de la lettre l'expression populaire qui désigne les aléas et hasards du destin. Détachée de l'objet fonctionnel à deux roues qu'est la bicyclette, la roue est un cycle, et elle matérialise, comme tel, géométriquement, cercle à la fois idéal et concret, les cycles qui scandent

les existences, cycles des jours, saisons, années, jubilés, siècles - bref, le cycle du temps, essence de l'être, éternel mystère. « Comme le temps passe vite », dit une autre expression populaire : une chiquenaude sur la jante, et voici la roue - telle une roulette de casino dressée verticale - transformée en machine optique, annonciatrice d'œuvres ultérieures de Duchamp (Rotative plaque verre, 1920 ; Rotoreliefs, 1935, et autres « opticieries » « pour le peuple » présentées au concours Lépine). Sur tabouret, barrez tout, et elle devient totem, fétiche, etc.

« Fontaine », je boirai de ton O

Fontaine : rien d'autre qu'un urinoir, que Duchamp signe à l'encre noire : « R. Mutt, 1917 ». Commentant ce choix, il explique : « Ma fontaine-pissotière partait de l'idée de jouer un exercice sur la question du goût... Une pissotière, il y a très peu de gens qui trouvent cela merveilleux. Car le danger, c'est la délectation artistique. Mais on peut faire avaler n'importe quoi aux gens ; c'est ce qui est arrivé. »

Pourtant, de cet objet on ne peut plus trivial, peu ragoutant sans doute, il y a beaucoup à dire, et qui fait du geste de Duchamp autre chose qu'une plaisanterie de mauvais « goût » ou qu'une provocation gratuite (ce genre de provocation aurait plutôt tendance à faire monter les prix !). D'abord, nu objectif si l'on peut dire, l'urinoir a pour lui la grâce de son galbe, sa fine cambrure triangulaire, l'albâtre admirable d'une surface au poli impeccable, sa position stratégique dans ce secteur-clé du confort moderne qu'on appelle le « sanitaire », son intime et quotidienne affinité avec une fonction biologique vitale, sa liaison inconsciente troublante avec l'ambition, soulignée par Freud - ne cherche-t-on pas, depuis les défis de notre enfance, à « pisser plus haut que sa verge ? »

Mais voici une autre face de cette hygiénique blancheur de Fontaine. L'urinoir, extrait abstrait coupé de son environnement et de son usage fonctionnels, avec sa tuyauterie débranchée et lui-même renversé ou culbuté, est rendu stérile, réduit à « 0 ». Plus rien ne coule. Il pourrait, ressourcé dans quelque érotisme urétral, tenir lieu de prothèse, de substitut d'un sexe féminin qui recueilleraient, à défaut du sperme fécondateur, la ruine de l'urine, l'or de la pisse.

On peut par ailleurs, si l'on retourne l'objet, faire en sorte que le volume creux et concave, cloaque de la miction, tel qu'il est donné à voir, devienne, dans l'imaginaire, un volume convexe, cloque de la grossesse, maternel - ce que confirmerait justement la signature R. Mutt lorsqu'elle, inversée, elle donne Mutter, la mère, en allemand - mère, donc, ou grossesse, promesse de naissance ou de renaissance, fontaine de jouvence, où pourrait venir s'abreuver, comme aux autres riches sources de Duchamp, une neuve anarchie...



Fontaine

On peut lire aussi de Roger Dadoun

Duchamp, ce Mécano qui Met à Nu
Hachette, 1996

Marcel Duchamp et Enzo Nasso
Spirali, Milan, 2001 ; 74 illustrations
trilingue : français, italien, anglais

L'Utopie, haut lieu d'inconscient
Zamiatine, Duchamp, Péguy
Sens & Tonka, 2000



Radio libertaire 89.4 MHz

(grille à jour en novembre 2002)

Dimanche

8h00: « **Goless Trouds, la Voix du travail** », émission française
 10h00: « **Le maître in Dieu** », émission de la Coopération nationale des libertaires
 12h00: « **Folk à l'école** », le magazine des musiques traditionnelles
 14h00: en alternance: « **Dissidences** », réflexions sur le pouvoir
 « **Ni Dieu ni maître** », émission anarcho-culturelle
 « **Tempête sur les planches** », actualité du théâtre et de la danse
 15h30: en alternance: « **Des mots, une voix** », des mots, des auteurs
 « **Le mélange** », musique et actualité du spectacle
 « **Chants, contrechamps** », ciné, musique
 17h00: en alternance: « **Romano LI** », émission de l'association zigane du même nom
 « **Prismes et variations** », interview
 18h30: en alternance: « **Echo et frémissements d'Irlande** », émission de l'association irlandaise
 « **Il y a de la fumée dans le poste** », émission du CIRC
 20h30: en alternance: « **Ca rend sourd** », punk, hardcore et mauvais goût...
 « **La mémoire rebelle** », interviews de militant-es
 22h00: Les liaisons dangereuses en alternance:
 « **Obsessionelles** », rock et livres
 « **Seppuku** », musiques électroniques
 0h00: en alternance:
 « **Autoportrait...** », vulgaire au sens de populaire
 « **Balistik** », musiques créatives

Samedi

8h00: « **Réveil hip hop** »
 10h00: « **La philanthropie de l'ouvrier charpentier** », comme son nom ne l'inclique pas
 11h30: « **Chronique syndicale** », luittes et actualités sociales
 13h30: « **Chroniques et rencontres** », débats, dossiers et rencontres
 15h30: « **Deux sous de scène** », le magazine de la scène vivante
 « **Bulles noires** », bandes dessinées et polets
 « **Bulles de rêve** », cinéma d'animation
 19h00: en alternance: « **Tribuna latino-américana** », actualité politique de l'Amérique latine
 « **Longtemps, je me suis couché de bonne heure** », magazine des livres et du cinéma
 « **Contre-courbe** », peinture
 21h00: Les nuits libertaires, en alternance
 « **Orphéas Antisa, les jardins d'Orphée** », chronique artistique, musique classique et contemporaine
 « **Tous les jours sont rock** », rock et musique impro
 23h00: en alternance:
 « **Nuits off** », topologies sonores, rock et chroniques électro-industriel et autres

Vendredi

10h00: « **Kombi** », culture africaine et débats autour de l'immigration
 12h00: « **Plage musicale** »
 14h00: « **Méga-faune** », l'émission des émissions
 16h00: « **Gens du Sahel et d'ailleurs** », informations juridiques
 17h30: en alternance: « **Radio espéranto** », émission de l'association SAR-Amikaro
 « **Radio ZAM** », spécial espéranto jeunes
 19h00: invite du vendredi: « **Des droits et des hommes** », émission de la LDH
 « **Raison** », émission de l'Union nationale de France
 « **Trait d'union** », le mouvement des idées sociales
 21h00: « **La mémoire sociale** », histoire du mouvement libertaire
 22h30: « **Jazz en liberté** », free jazz et musiques improvisées

Jeudi

8h30: « **Clin d'œil** », la parole aux militants de base actifs dans les manifs et point sur la province
 10h00: « **Chronique hebdo** », analyse libertaire de l'actualité
 14h00: « **Le présent têtù** », actualité de la chanson et du spectacle sur scène
 15h00: « **Bibliomanie** », autour des livres
 « **Petites annonces d'entraide** »
 18h00: « **Si vis pacem** », émission antimilitariste de l'UJFF
 19h30: « **Les enfants de Stonewall** », infos gays et lesbiennes
 20h30: « **Reflex** », émission du Scalp-reflex
 22h00: « **Epsilonia** », musique électro-acoustique et expérimentale

Mercredi

10h30: « **Blues en liberté** », émission musicale blues
 12h00: « **Sans toit ni loi** », émission sur les mal-logés et la précarité
 14h00: « **Le manège** », littérature, cinéma, reggae et autres
 17h00: « **Décalages horaires** », sur les musiques du monde
 18h30: « **Femmes libres** », femmes qui luttent, femmes qui témoignent
 20h30: « **Ras-le-bol** », actualités des luttes de compagnies
 22h30: « **Traffic** », rock actualité, interview
 0h15: « **La contre face son** », mix hip hop, soul et funk

Mardi

9h00: « **Actes et cités** », de l'architecture, de la politique...
 10h30: « **Plage musicale** »
 12h30: « **Wreck this mess** », cocktail de musique radicale
 14h30: « **L'Idée anarchiste** », textes historiques ou actuels sur l'anarchisme
 16h00: « **Plage musicale** », en alternance
 18h00: « **Idées et débats** », émission littéraire
 « **Pas de quartiers...** », ça se passe près de chez vous
 19h30: « **Paroles d'association** », magazine de la vie associative et culturelle
 20h30: « **Radio libertaria** », émission de la CNT/AIT
 22h30: « **Ca booste sous les pavés** », musiques, reportages et actualité

Lundi

9h30: « **Squatters, trappeurs de poésie** »
 11h00: « **Lundi matin** », info et revue de presse
 13h00: « **Plage musicale** »
 13h30: « **Les partageux de la Commune** », émission sur la Commune de Paris
 15h00: « **Ondes de choc** », magazine culturel, poésie, chanson et littérature
 16h00: « **Les destinées de l'histoire** », que de l'histoire rien que de l'histoire
 20h00: « **Le monde merveilleux du travail** », CNT
 21h00: « **Ca urge au bout de la scène** », actualité de la chanson
 22h30: « **De la pente du Carmel, la vue est magnifique** », comme son nom l'indique



la voix sans dieu, sans maître et sans publicité de la Fédération anarchiste

Permanence le mardi à partir de 19 heures au siège social: 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Tél.: 01 48 05 34 08. Fax: 01 49 29 98 59. Tél. studio: 01 43 71 89 40

agenda

du 9 au 11 janvier

Paris 13^e

Projections du documentaire *L'Irak d'une guerre à l'autre* à 21 heures aux Voûtes, 91, quai Panhard et Levasor. <http://www.lesvoutes.org>

samedi 11 janvier

Marseille

André Robèr présente la revue *Anartiste* à 15 heures au théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré. Des dessins originaux seront exposés à cette occasion.

Bourg-la-Reine (92)

En vue de la reconstitution du groupe Fresnes-Antony (92), une rencontre aura lieu à 15 heures, au café de la Poste, 87, avenue du général Leclerc (près de la

Paris 11^e

gare). Les personnes intéressées peuvent aussi contacter les Relations intérieures de la Fédération anarchiste.

À l'occasion du nouvel an amazigh (berbère) et du neuvième anniversaire du cessez-le-feu au Chiapas, le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL) et l'association Tamazgha s'associent pour organiser une journée d'activités (expositions, projections vidéo, débats, musique, repas) à partir de 14 heures au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

lundi 13 janvier

Nîmes

Le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire, dont la FA est membre, propose une conférence débat avec J.-

Montluçon

du 16 au 18 janvier

Représentation de la pièce de théâtre *Oma* de Arlette Namiani, à 20h30 au théâtre les Fédérés, espace Boris-Vian. Prix des places 15 euros; renseignements et réservations au 04 70 03 86 16.

vendredi 17 janvier

Paris 18^e

Conférence débat: *L'anarchisme et le mouvement ouvrier* à 20 heures au Local La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Blanche ou Abbesses, organisée par la Fédération anarchiste.

P. Morichaud sur les dangers du plutonium dans le Gard, à 20h30, centre Pablo-Neruda. Entrée libre.

samedi 18 janvier

Paris 11^e

Forum de la librairie de Monde libertaire avec François Hombourger, auteur dessinateur de la bande-dessinée *Makhno*, *l'Ukraine libertaire 1918-1921* à 16h30 à Publico, 145, rue Amélot.

Paris 18^e

La Rue organise une rencontre-débat: *les anarchistes sont-ils toujours révolutionnaires?* avec Claude Guillon à 17 heures à la Rue, 10, rue Robert-Planquette.

vendredi 24 janvier

Paris 18^e

Conférence débat: *L'anarchisme aujourd'hui, la Fédération anarchiste* à 20 heures au Local La Rue, 10, rue Robert-Planquette, organisée par la Fédération anarchiste.

Samedi 25 janvier

Calais

Manifestation contre la construction du nouveau centre de rétention de Coquelles à l'appel de La Mouette enragée, SSI CNT Boulogne-sur-Mer, CNT Calais et Collectif anti-sécuritaire de Lille.

Samedi 1^{er} février

Paris 18^e

La Rue organise une rencontre-débat: *Les anarchistes face à la culture en milieu rural* avec Dominique Lestrat à 16 heures à la Rue.

Samedi 15 février

Nantes

La commission anti-prohibition FA et le CIRC organisent un repas de soutien et une fête cannabique à l'Atelier, 17, rue Bellamy. Un débat autour du cannabis et des drogues aura lieu le 14 février.

Samedi 8 mars

Paris 18^e

La Rue organise une rencontre-débat: *Le rôle de l'écrivain aujourd'hui* avec Thierry Maricourt à 16 heures à la Rue.

Radio libertaire

Vendredi 10 janvier

Enjoy polar: à 12 heures, émission sur le premier roman avec Alassane Fingerweig (La boucherie est une science exacte) et Stéphane Hereng (Suisie).

Samedi 11 janvier

Chroniques rebelles: à 13h30, Après la catastrophe avec Jean-Pierre Levaray (auteur de Putain d'usine)

Samedi 18 janvier

Chroniques rebelles: à 13h30, la guerre en Irak ou l'enjeu du pétrole dans le Moyen-Orient. Et si on cotait le pétrole euro? avec Bernard Cornut. Réfraction n° 9: Au-delà de l'économie, quelles alternatives?

Samedi 25 janvier

Chroniques rebelles: à 13h30, Je dénonce! de Rachida Yacoubi (Paris-Méditerranée) avec l'auteur.

Enjoy polar Attention chien bizarre

ÉMISSION qui tourne depuis trois ans sur la bande FM parisienne et animée par Hubert Artus. Enjoy polar a le plaisir d'arriver sur Radio libertaire. La littérature noire va vite, comme le monde. Elle est subversive, comme ceux qui agissent. Imaginative, axée politiquement, elle est contemporaine et nerveuse. Enjoy polar vous propose d'en entendre des acteurs: auteurs, traducteurs, éditeurs, fanzineux, Italiens, Français, Américains, Espagnols, and co! C'est une hebdo d'une heure: interviews, reportages, chroniques et acts diverses. Enjoy polar, tous les vendredis de 12 à 13 heures sur 89,4 MHz.

Epsilonia fait la fête!

L'émission Epsilonia de Radio libertaire organise **deux soirées aux Instants chavirés**: 7, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil. Jeudi 16 et vendredi 17 janvier, 20h30. Ouverture des portes à 20 heures. 11 euros; préventes: 9 euros; carte d'auditeur de RL et adhérents Instants chavirés: 7 euros. epsilonia@free.fr federation-anarchiste.org/rlinstantschavires.fr.st

Epsilonia et les Instants chavirés sont complices depuis de nombreuses années dans leur démarche de relais des créations hors norme des électrons libres des musiques et arts actuels, comme en témoigne la programmation éclectique de cette nouvelle édition du festival annuel d'Epsilonia: musique concrète, improvisées, électroniques, poésie sonore, danse, etc. **Judi 16 janvier**: en direct sur RL. Samon Takahashi, O. Lamm, dDamage et Aka Bondage, Hélène Breschand et Jean-François Pauvros. **Vendredi 17 janvier**: Samon Takahashi, Frédéric Acquaviva et Maria Faustino. Documents: Errel Latimier et Olivier Brisson. Dès l'ouverture des portes jusqu'au début du live, entre les sets, et... jusqu'à la fin, une création sonore de Samon Takahashi se déroulera. Platiniste, mixeur, plasticien du son, Samon est inclassable, et... tient à le rester!

**89,4 MHz
en région
parisienne**

du côté des éditions...

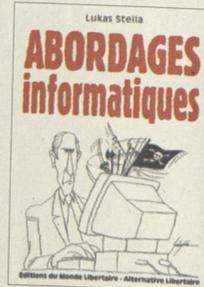


Makhno, l'Ukraine libertaire 1918-1921, François Homburger, bande dessinée, deux tomes, chacun 10 euros.

forum à la librairie
du Monde libertaire
le 18 janvier à 16 h 30



Une nouvelle collection aux Éditions du Monde libertaire: Du charbon pour les braises. Deux titres viennent de paraître, *Le Travail*, et *Les Retraites*. Chaque brochure, 5 euros. Autres parutions récentes: *Zéro euro, zéro fraude*, et *Abordages informatiques*, chaque brochure 3 euros. À commander à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico.



Marée noire

Les délinquants du capital et de l'État...

Qu'ils s'en aillent tous !

C'ÉTAIT un désastre annoncé. Sur onze naufrages sur les côtes européennes, sept ont eu lieu sur celles de Galice. La situation du transport maritime au niveau mondial repose sur le maximum de bénéfices, au moindre coût pour les entreprises transnationales. Ce « résultat » est obtenu par l'exploitation toujours plus grande des travailleurs de la mer et par la professionnalisation toujours moins grande du secteur. Cette logique est ancrée sur un modèle économique basé exclusivement sur l'usage du pétrole, combustible fossile dont les réserves s'épuisent et qui est à l'origine de nombreuses guerres et de centaines de milliers de morts (Afghanistan, Iran, Irak).

Ce modèle du capitalisme néo-libéral du plus grand bénéfice à tout prix, qui ne profite qu'à une poignée et coûte beaucoup au plus grand nombre, c'est celui qui navigue au large de nos côtes encore un fois, jusqu'à ce qu'il arrive ce qui devait arriver : une nouvelle tragédie économique, environnementale et humaine, tragédie que la Galice n'est pas en situation d'assumer. En ce moment, ce sont plus de huit mille familles qui sont affectées directement dans leur milieu de vie, et huit mille autres voient leur futur mis en danger à court terme. Sans compter les 500 kilomètres de côtes où la pêche est désormais interdite.

La pêche et le mareyage emploient des milliers de travailleurs dans notre pays (marins, pêcheurs à pied, acheteurs, vendeurs, transporteurs, etc.). C'est un des secteurs de base de notre économie, son naufrage nous entraîne tous dans son sillage. De plus, il faut tenir compte qu'une quantité non négligeable des produits de la mer est vendue directement, sans passer par les criées. Ainsi, le nombre de travailleurs directement affectés par la marée noire sera beaucoup plus grand que ce que laissent prévoir les statistiques officielles. On parle ces derniers temps des armateurs qui encaissent l'assurance de la cargaison alors que celle-ci est au fond de la mer, et du fait que certains naufrageraient leurs navires pour toucher des primes de millionnaires. C'est la vérité, cela se pratique depuis de nombreuses années et jusque-là personne n'a jamais rien dit. Les pirates de la mer ont de nombreux visages : armateurs, entreprises pétrolières, États, compagnies d'assurances. Ils se tiennent tous les uns les autres.

Le transport de pétrole brut et de matières dangereuses à proximité de nos côtes – et même dans nos fleuves – depuis de nombreuses années a provoqué de véritables désastres environnementaux. La polémique

pour savoir si les navires possèdent ou non une double coque est anecdotique. S'il passe des milliers de bateaux au large des côtes, qu'ils aient une coque ou deux, il en suffit d'un qui s'éventre pour qu'il nous inonde de sa merde. C'est une simple question de statistique et de nombre.

Cette fois, la catastrophe écologique et humaine est très coûteuse, et nous ne savons pas ce qui va se passer dans les prochains jours et mois. Les plages et les rivières sont le milieu de vie de milliers de travailleurs qui maintenant sont fatigués de ces désastres en chaîne. Chaque année, la Costa da Morte (côte de la Mort) est désertée par les jeunes : des milliers d'entre eux fuient, pour travailler temporairement aux Canaries, aux Baléares ou dans n'importe quel autre endroit d'Europe ou du monde. De nouveau, cette catastrophe humaine va reprendre et des milliers de jeunes vont devoir quitter ce pays et s'ajouter à la longue colonne de l'émigration.

S'il est difficile de nettoyer les rivières, imaginez ce qu'il en est des rochers où on élève les pousse-pieds, roches battues par la mer, d'accès difficile. Cela peut prendre des années avant de récupérer leur milieu, peut-être un peu moins pour les autres coquillages, coques et moules.

La pêche côtière est stoppée sur une frange de 500 km de côte mais le délégué du gouvernement ose dire que nous avons beaucoup de côtes, qu'il n'y a pas de marée noire, juste des tâches disséminées. Les oiseaux de mer (cormorans, pélicans) qui passent – ou vivent – ici lors de leur migration et nichent dans les lagunes voisines de la côte meurent par centaine, et il se peut que certaines espèces rares disparaissent même. Pour pouvoir nettoyer le fuel qui s'est enfoui sous le sable, il va falloir d'abord enlever celui-ci, et découvrir les fonds marins couverts de goudron. Fraga, le président du gouvernement régional parti à la chasse le jour de la marée noire, ainsi que les ministres impliqués maintiennent et poursuivent leurs mensonges. La presse et la télé continuent leur travail de désinformation. Le gouvernement central minimise les conséquences d'un désastre qui aurait pu être évité : il n'y a pas de marée noire, et encore moins de déclaration de catastrophe naturelle. Le conseiller de la pêche aurait même dit qu'il ne fallait pas en faire une montagne. L'arrogance et le mépris du gouvernement galicien comme du gouvernement central ont été flagrants ces derniers jours, refusant l'aide des autres pays car tout était sous contrôle.

Contrôle qui s'est montré tellement efficace que Muxia s'est couverte par trois fois de fuel.

La désorganisation, l'insuffisance des critères techniques, l'absence de prises de décision de la part des politiques a été totale. À tel point que les techniciens hollandais ont dénoncé le fait de n'avoir eu comme interlocuteur aucun technicien local mais que des politiciens.

Mais, face à ce désastre, une partie des travailleurs de la mer, et de la population côtière ont peur de parler à voix haute. Le caciquisme des petits politiciens locaux est enraciné ici, les fascistes du Parti populaire (Fraga, chef PP du gouvernement de Galice, a été ministre du temps de Franco) affichent en grand leur présence dans nos villes ; ce sont des maîtres et des « señores » à la tête de grandes exploitations agricoles. Ce n'est pas en vain que l'on dit de Fraga et de Camariñas : « Les autres viennent avec des paroles, eux apportent les pesetas ». La répartition des aides (à qui et comment?) est en jeu, et les gens n'ont pas la force suffisante pour crier haut et clair et exiger des solutions immédiates ; ce devrait être l'ensemble des travailleurs de Galice qui devraient crier avec eux.

La fédération de Galice de la CNT-AIT, partie prenante de la « Plate-forme citoyenne Nuis jamais ça », exige une série de mesures en quatre points :

– Déclaration de la Galice comme zone sinistrée, englobant tous les secteurs en relation, directe ou indirecte, avec la catastrophe.

– Mise en route de mécanismes de prévention sur toute la côte et restauration du milieu naturel avec toute la dotation économique nécessaire.

– Adoptions de mesures par le gouvernement de l'État et la Junte de Galice (gouvernement régional) pour que ce genre de fait ne puisse plus se répéter : contrôle du trafic maritime, état des navires, dispositifs de sauvetage, lutte contre les contaminations maritimes, interdiction de transbordement dans nos fleuves de substances dangereuses.

– Démission de toute la chaîne de responsables politiques inutiles : ministres, délégués du gouvernement, conseillers et président de la Junte régionale.

La Fédération de Galice de la CNT-AIT lance un appel pour que vous vous joigniez à nous et que jaillisse de chacun d'entre nous la rage et la force du peuple travailleur.

Fédération galicienne de la CNT-AIT